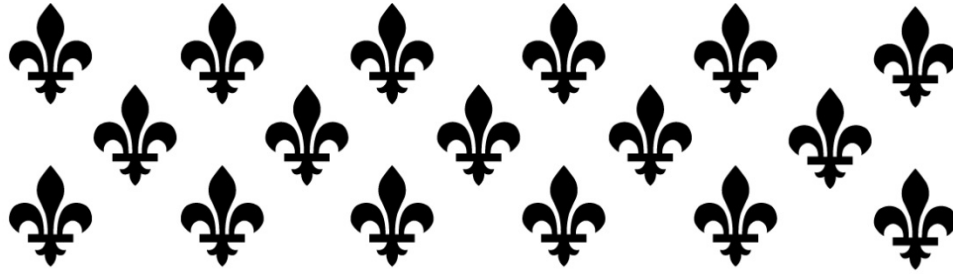


ISSN 2818-9752



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

**de la Commission permanente
de la culture et de l'éducation**

Le mardi 25 avril 2023 — Vol. 47 N° 7

Étude des crédits du ministère de la Culture et
des Communications (1) : volet Culture
et Communications

**Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy**

2023

Commission de la culture et de l’éducation

Le mardi 25 avril 2023 — Vol. 47 N° 7

Table des matières

Culture et Communications	
Discussion générale	1
Document déposé	15
Document déposé	25
Adoption des crédits	34
Documents déposés	35

Intervenants

Mme Amélie Dionne, vice-présidente

- M. Mathieu Lacombe
- Mme Michelle Setlakwe
- Mme Ruba Ghazal
- M. Pascal Bérubé
- M. Samuel Poulin
- M. Mathieu Rivest
- M. Louis Lemieux

- * M. Stéphan La Roche, Musée de la civilisation
- * Témoin interrogé par les membres de la commission

Le mardi 25 avril 2023 — Vol. 47 N° 7

**Étude des crédits du ministère de la Culture et des Communications (1) :
volet Culture et Communications**

(Quinze heures trente et une minutes)

La Présidente (Mme Dionne) : Alors, bonjour à tous et à toutes. Ayant constaté le quorum, je déclare la séance de la Commission de la culture et de l'éducation ouverte.

La commission est réunie aujourd'hui afin de procéder à l'étude du volet Culture et Communications des crédits budgétaires du portefeuille Culture et Communications pour l'exercice financier 2023-2024. Une enveloppe de 2 h 30 min a été allouée pour l'étude des crédits.

M. le secrétaire, est-ce qu'il y a des remplacements?

Le Secrétaire : Non, Mme la Présidente.

Culture et Communications

Discussion générale

La Présidente (Mme Dionne) : Donc, nous allons procéder à une discussion d'ordre général par blocs d'échange incluant les questions et les réponses. La mise aux voix des programmes 1 et 2 de ces crédits sera effectuée à la fin du temps qui leur est alloué, soit à la fin de la séance, vers 18 heures.

Donc, on débute à 15 h 31. Il y a-t-il consentement pour poursuivre jusqu'à 18 h 01?

Des voix : ...

La Présidente (Mme Dionne) : Merci. Donc, je suis maintenant prête à reconnaître une première intervention de l'opposition officielle pour un premier bloc d'échange. Je vous rappelle que la longueur des questions doit être également proportionnelle... la longueur des réponses, pardon, doit être également proportionnelle à la longueur des questions. Donc, Mme la députée de Mont-Royal—Outremont, la parole est à vous.

Mme Setlakwe : Merci, Mme la Présidente. Bien, juste en introduction, quelques... quelques petites remarques préliminaires. Premièrement, j'aimerais vous saluer, saluer M. le ministre de la Culture, mes collègues du... au gouvernement, mes collègues de l'opposition, vos chercheurs. Moi, je suis accompagnée de ma recherchiste, Mme Jolyanne Gagné. J'aimerais saluer les membres de votre équipe, M. le ministre, les gens de la régie.

C'est un bloc très important, la Culture, puis, vous avez raison, M. le ministre, on n'a pas échangé beaucoup ensemble en Chambre sur des questions de culture. Je pense que c'est arrivé seulement deux fois. Ce n'est pas parce que le sujet n'est pas important. Au contraire, la culture, c'est extrêmement important. C'est au coeur de notre spécificité québécoise. Je dirais même que, si on vivait dans un monde sans culture, ce serait un monde drabe. C'est comme si on vivait dans un monde sans couleur, en noir et blanc. Donc, j'ai des questions, plusieurs questions à poser, que j'ai préparées. Mes collègues en ont sûrement beaucoup. Donc, moi, je vais réserver mon temps pour les questions. Merci.

Est-ce que, ça, c'étaient les... Donc, moi, j'enchaîne tout de suite dans mon bloc de...

La Présidente (Mme Dionne) : Oui, vous avez...

Mme Setlakwe : Non, non, je me demandais s'il y avait un échange de remarques préliminaires.

Donc, sans plus tarder, j'aimerais qu'on aborde, en premier lieu, la question des Espaces bleus. J'aimerais qu'on obtienne une mise à jour et des précisions sur ce projet d'une grande ampleur qui a été annoncé en juin 2021. Le premier ministre avait fait la promotion de ses futurs musées régionaux, voyons où en est le projet presque deux ans après son annonce initiale. Alors que ni le budget inaugural du premier ministre ni le discours sur le plus récent budget n'en faisaient mention, il est temps d'obtenir des précisions sur ce projet dont plusieurs aspects semblent demeurer indéfinis à ce jour.

Je commencerais par le financement au niveau des infrastructures. Bon, nous savons que le montant initial de 259 millions mis de l'avant en juin 2021 pour 18 Espaces bleus n'est plus valide. On comprend que les conditions de marché ont évolué, bon, marché de la construction, elles sont difficiles, mais, même lors de l'annonce, il s'agissait, et je cite Baptiste Ricard-Châtelain du journal *Le Soleil*, «d'un montant qui ne concordait déjà pas avec ce que le premier ministre lui-même avançait ce jour-là en conférence de presse. Le premier ministre avait alors dit», et je le cite, «pour l'Espace bleu de Québec, on parle d'un coût pour les infrastructures de 48 millions. Les autres Espaces bleus vont être à peu près à moitié de la grandeur d'ici, donc, évidemment, le budget va être à peu près la moitié de ce qu'on a ici.» Fin de la citation.

Dès lors, l'enveloppe initiale n'était pas réaliste. Les informations obtenues par le journal *Le Soleil* auprès de la Société québécoise des infrastructures, SQI, qui gère les chantiers, et rendues publiques en décembre 2022 révèlent

que, pour l'Espace bleu de la Capitale-Nationale, le coût du projet est maintenant estimé à 60 millions, alors qu'on parlait de 47,3 millions. Pour celui de l'Abitibi-Témiscamingue, la plus récente évaluation, 26,3 millions. Ça ressemble à ce qui est au PQI, dans ce cas-là, à 25 millions. Pour la Gaspésie, 25 millions maintenant, alors que le montant initial était de 20,8 millions. Et, finalement, pour celui de Charlevoix, parmi les quatre déjà annoncés, on... le projet tournerait autour de 41 millions, alors que le montant initialement annoncé était de 30 millions.

Pour ces quatre premiers Espaces bleus en cours, nous serions, donc, rendus à une somme totale de près de 153 millions. Il nous semble très clair qu'on n'arrivera pas à respecter le budget global de 259 millions initialement prévu pour le déploiement de 18 nouveaux lieux de diffusion culturelle dans toutes les régions du Québec.

Pour citer, encore une fois, Baptiste Ricard-Châtelain du *Soleil*, «il ne resterait qu'un peu plus de 100 millions pour la petite caisse pour donner vie aux 14 Espaces bleus restants.».

Pour citer, cette fois-ci, Mario Girard de *La Presse* en janvier 2023 : «Une fois de plus, il y a perte de contrôle, et, une fois de plus, on a balancé des chiffres sans connaître vraiment le gouffre qui sépare l'excitation de la réalité.» Fin de la citation.

Alors, ma première question à M. le ministre : L'enveloppe globale du réseau des Espaces bleus est estimée à combien?

La Présidente (Mme Dionne) : C'est à vous, M. le ministre.

M. Lacombe : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Bien, d'abord, je vais aussi prendre quelques secondes pour tous et toutes vous saluer, vous dire que je suis très heureux d'être avec vous pour ces premiers crédits en culture, communication et, plus tard, aujourd'hui, en jeunesse, parce que, bon, après quatre ans au ministère de la Famille, où j'étais bien confortable avec les données, bien là c'est un nouvel univers maintenant.

Et je peux vous dire qu'il y avait énormément, énormément de dossiers dont nous devons prendre connaissance. Et je pense que le nombre de gens qui sont présents ici avec nous derrière moi le représente assez bien. C'est tout l'état-major de la Culture, pratiquement, au Québec qui est... qui est là. Je trouve ça toujours impressionnant quand tout le monde est dans la même salle parce que ça témoigne du fait qu'on a énormément de gens qui travaillent avec nous. Donc, évidemment, je ne les saluerai pas tous et toutes, mais je veux les remercier d'être là puis évidemment vous signifier que je suis accompagné de notre sous-ministre Nathalie Verge, que je remercie aussi d'être là, et de notre directeur de cabinet Jonathan.

Donc, c'est beaucoup de travail, les crédits budgétaires, puis je pense aux équipes des ministères, pas seulement le mien, mais de... le ministère de tous nos collègues qui travaillent très, très fort pour être capable de répondre aux collègues qui ont des questions. Donc, c'est avec beaucoup de plaisir que je me prête à cet exercice-là. Puis je suis content d'avoir l'occasion d'en discuter dans un cadre peut-être un petit peu plus serein que la période de questions aussi. C'est vrai que, la dernière fois, j'ai peut-être été un peu raide, là, quand j'ai commencé à répondre à la question parce que je sais que probablement que vous aimeriez ça, poser plus de questions, mais il y a tellement de choses à parler en... dans l'actualité québécoise que la culture, c'en est une d'entre elles.

Les Espaces bleus, donc. D'abord, ce que je souhaite mentionner, c'est qu'au contraire on est en grand contrôle sur ce projet-là. Lorsque je suis arrivé, lorsque non seulement j'ai été élu, mais après, lorsque le premier ministre m'a fait l'honneur d'être nommé ministre de la Culture et des Communications, c'est un des sujets prioritaires sur lequel je me suis penché, parce qu'effectivement il y a des défis devant nous pour le déploiement du réseau d'Espaces bleus partout au Québec, d'abord pour le vaisseau amiral ici, dans la capitale, mais aussi pour les édifices, pour les institutions qui vont s'ouvrir un peu partout au Québec. Parce que, le marché de la construction étant ce qu'il est, il y a effectivement une explosion des coûts un peu partout. Et ça dépasse bien largement la culture. On parle de ça aussi en santé, en éducation, on peut en parler dans le marché résidentiel aussi, dans le privé.

Donc, oui, certainement qu'il y a des défis devant nous, certainement qu'on aura besoin de davantage que ce qui avait été planifié au départ pour mener à bien l'ensemble du déploiement des Espaces bleus partout au Québec, mais je pense que c'est une évidence que de dire ça parce que, ce... cette explosion des coûts, on la connaît partout. Et, si vous me demandez mon avis, bien honnêtement, on s'en serait passé. Ce n'est pas quelque chose que le gouvernement contrôle, cette explosion des coûts dans l'industrie de la construction. Ce que nous contrôlons, c'est le déploiement, la vitesse à laquelle nous ferons ce déploiement-là. C'est le processus d'appel d'offres, par exemple, s'assurer qu'il soit fait au bon moment, s'assurer de travailler avec les meilleurs, parfois revoir des projets, s'assurer qu'on les a optimisés au maximum pour qu'à la fin on puisse réaliser tout ça avec un budget qui est raisonnable.

Et j'ai envie aussi de vous dire que le montant qui nous est octroyé en ce moment, qui est de 262 millions, il est largement, bien largement suffisant pour mener à terme les projets qui ont déjà été annoncés et qui nous donnent actuellement beaucoup de travail. Ce n'est pas une cachette, je l'ai dit publiquement en réponse à des journalistes qui me posaient la question, si ma mémoire est bonne, il y a deux ou trois mois, et j'ai répondu bien, bien honnêtement, de façon très transparente, que, oui, nous ajusterons le rythme de déploiement à cette réalité-là, c'est-à-dire on prendra notre temps pour déployer le réseau partout au Québec. On a quatre projets qui sont actuellement annoncés. C'est sur ceux-ci que nous travaillons, puis on va s'assurer que ce soit fait de la meilleure façon.

Maintenant, s'il y a des spécificités dans un ou l'autre des projets, évidemment, on gère des fonds publics, on s'assurera que ce soit raisonnable. Mais, en même temps, c'est un projet qu'on maintient. Les annonces ont été faites, puis on continue d'y travailler.

• (15 h 40) •

La Présidente (Mme Dionne) : Merci.

Mme Setlakwe : Merci. Donc là, vous parlez de 262 millions pour les quatre projets déjà annoncés.

M. Lacombe : On parle d'une enveloppe... Là, est-ce que vous me donnez la parole à chaque fois, ou on peut y aller sous forme de conversation?

La Présidente (Mme Dionne) : ...non, non.

M. Lacombe : Parfait. Excellente décision. Je vous aime beaucoup.

La Présidente (Mme Dionne) : C'est ça, on va perdre trop de temps, là. Ça fait que je vous laisse discuter...

M. Lacombe : Bien, ça dépend des présidences, n'est-ce pas? Donc, je vous remercie de votre décision.

Sur le 262 millions, c'est le budget qui nous est... qui nous est octroyé actuellement, qui est effectivement le budget de départ pour l'ensemble du réseau. Par contre, je pense qu'on convient tous qu'il y a eu, depuis ce temps-là, une explosion dans l'industrie de la construction. Les coûts ont beaucoup augmenté, donc on va s'ajuster. Pour l'instant, c'est de l'argent qu'on a qui nous est réservé pour ce projet-là et qui est une enveloppe qui est bien suffisante pour non seulement mener à terme les projets qui ont été annoncés, mais aussi, possiblement, pour en annoncer d'autres prochainement.

Donc, on n'est pas à court d'argent, Mme la Présidente. Il n'y a pas d'enjeux qui font en sorte qu'on doive arrêter, par exemple, les annonces parce que l'enveloppe est atteinte. Pour l'instant, on a suffisamment de fonds. Les fonds dont on a besoin sont disponibles pour qu'on puisse poursuivre le déploiement du réseau à une cadence révisée, effectivement, parce que je suis personnellement impliqué dans ce dossier-là, je le suis à la trace, que ce soit avec la Société québécoise des infrastructures, que ce soit, évidemment, avec le ministère, par le biais du bureau de projet avec lequel nous travaillons avec le Musée de la civilisation. Encore cette semaine, la semaine dernière, je suis allé sur les lieux, j'avais des questions. On questionne les chiffres, on questionne la façon dont c'est déployé, on amène des nouvelles idées, on travaille là-dessus activement. Donc, bref, on a suffisamment d'argent pour faire notre travail.

Mme Setlakwe : Merci. Donc là, je veux juste bien comprendre. Initialement, c'était 259 pour 18 Espaces bleus puis là... Oui.

M. Lacombe : ...259 ou 262. Nous, c'est 262 qu'on a.

Mme Setlakwe : Oui, puis là, donc... Bien, 262, ça tient encore la route pour 18 Espaces bleus en date d'aujourd'hui. Vous en avez largement... suffisamment. Mais...

M. Lacombe : Mais ce n'est pas ce que je dis. Ce n'est pas ce que je dis, là.

Mme Setlakwe : Non?

M. Lacombe : Mais je peux...

Mme Setlakwe : Mais il semblerait que l'été...

M. Lacombe : ...je peux préciser, si vous voulez.

Mme Setlakwe : Oui. L'été 2022, vous aviez avancé un chiffre de 300 millions. Ça avait été rapporté par Mme Jocelyne Richer de *La Presse canadienne*.

M. Lacombe : Moi, je n'ai pas avancé sur ce chiffre-là. Je ne sais pas...

Mme Setlakwe : Ou ça vient de votre ministère, peut-être?

M. Lacombe : Je ne sais pas à quoi vous faites référence.

Mme Setlakwe : Est-ce que... On est-tu plus vers 300 que 262?

M. Lacombe : Ce que je vous dis, je vais essayer d'être très clair, là, pour que tout le monde comprenne bien, peut-être que je me suis mal exprimé, bien sûr que l'enveloppe nécessaire pour réaliser l'entière du déploiement sur tout le territoire québécois, dans les 18 régions, on aura besoin d'une enveloppe plus importante que le 262 millions. Ça, c'est une évidence. Je pense qu'il n'y a personne de surpris ici. Il y a eu une explosion des coûts de construction partout au Québec dans tous les domaines.

Maintenant, ce que je dis, et qui est très important de comprendre, c'est qu'actuellement cette enveloppe-là, qu'on a déjà, qui est de l'argent qui est réservé au ministère de la Culture pour ce projet-là et au Musée de la civilisation, c'est qu'elle est suffisante, l'enveloppe, elle est suffisante non seulement pour mener à terme les projets qu'on a déjà

annoncés, malgré l'augmentation des coûts, si ça reste raisonnable, mais aussi pour possiblement annoncer d'autres projets.

Donc, on n'est pas, en ce moment, en attente parce qu'on n'a pas assez de budget. On a les sommes que ça nous prend pour être capable de livrer ce qui a été annoncé puis même de travailler à ajouter quelques régions pendant ce mandat-ci.

Mme Setlakwe : Mais ça risque... OK, je comprends qu'on peut... vous ne pouvez pas fournir un chiffre précis pour l'ensemble du réseau, mais... Si on revient dans le temps, là, même en... je veux dire, en 2021, puis on était en pandémie, il y avait déjà une surchauffe du marché de la construction, le premier ministre disait, bon : À la tête du réseau, celui de Québec, on pense que ça va coûter 48 millions plus 17 succursales régionales à plus ou moins... dans le fond... parce qu'il avait dit à moitié du coût, donc 24 millions. Si on fait le calcul mathématique, on était à 456 millions sans même tenir compte des dépassements de coûts.

Ça fait que je vous entends, M. le ministre, que vous avez de la difficulté à sortir un chiffre pour le déploiement de tout le réseau de 18 Espaces bleus, mais là le 262, là, permettez-moi de douter qu'il va réussir à... qu'il va être suffisant pour construire même... Parce que je vais vous laisser compléter, là, parce que je suis confuse, moi, sur, aujourd'hui, où est-ce qu'on se situe. Parce que même... Si je recule, là, puis... Tu sais, tout à l'heure, je disais : 60, 26, 25, 41, ça fait 153 pour quatre premiers Espaces bleus, qui sont... les chantiers de construction ne sont pas terminés. Donc, ça reste comme... Il reste 100 millions pour les 14 autres? C'est...

M. Lacombe : Bien là, peut-être que je ne suis pas assez clair, là, mais là je... Vous avez raison, là. Je peux le dire autrement, mais vous avez raison. Mais on a ce que ça nous prend pour les quatre actuellement, possiblement pour en ajouter d'autres aussi pendant le mandat. On est en train d'y travailler. Mais vous avez raison, vous avez raison que, pour poursuivre l'ensemble du déploiement dans toutes les régions du Québec, ça nous prendra plus que 262 millions. Là, je ne peux pas être plus clair que ça. Mais, en même temps, je pense que tous ceux qui nous écoutent, et j'espère qu'ils sont nombreux, même si j'en doute, mais tous ceux qui nous écoutent vont comprendre que c'est normal, parce que bien contre la... tu sais, vraiment contre la volonté du gouvernement, là, il y a une explosion dans les coûts de construction partout au Québec, pas juste dans les projets gouvernementaux, mais aussi dans l'industrie privée. Donc, c'est sûr, c'est sûr que ça va nous prendre plus que ça. Mais, pour l'instant, ce que je vous dis, c'est que nous, on garde le cap. Et, tant que les coûts pour un établissement restent raisonnables, on garde le cap. Si les coûts deviennent déraisonnables, évidemment, on prendra des décisions au cas par cas, mais, pour l'instant, on garde le cap.

Mme Setlakwe : Très bien. Je comprends très bien ce que vous avez dit. Je pense qu'on est loin de pouvoir fournir une estimation des coûts pour 18 Espaces bleus. D'ailleurs, le directeur du Musée de la civilisation, Stéphan La Roche, qui supervise le projet, avait admis, en juin 2022, que fixer le montant de la facture totale serait, et je le cite, «de la pure fiction». Vous en pensez quoi?

M. Lacombe : Bien, je comprends, là, que vous pouvez tenter de dépeindre ça comme une perte de contrôle et dire : On a perdu le contrôle des coûts. Première chose, permettez-moi d'être en désaccord, première chose. Il ne s'agit pas de faire de la politique que de dire qu'il y a une explosion des coûts actuellement et que le marché, il est instable puis il est imprévisible. Donc, c'est vrai que d'arriver, en ce moment, avec une estimation précise de ce que pourrait avoir l'air la facture quand ce déploiement-là va se faire sur bien des années, ça peut être hasardeux. On pourrait se prêter à l'exercice, mais c'est vrai que la marge d'erreur risquerait d'être assez importante.

Maintenant, encore une fois, deuxième élément, au contraire, moi, je pense qu'être rigoureux et prendre le contrôle de ce dossier-là, ça veut dire quoi? Ça veut dire, pour moi, m'en occuper personnellement, m'assurer que les projets avancent bien, m'assurer qu'ils avancent dans le sens qu'ils doivent avancer, qu'on maximise le temps des travaux, qu'on s'assure que les échéanciers ne soient pas trop étendus malgré les défis qu'on connaît, s'assurer qu'on garde le contrôle des coûts aussi. Parce que, je vous le répète, si les coûts d'un des Espaces bleus devenaient déraisonnables, à ce moment-là, on prendra, si c'était le cas, on prendra les décisions qui s'imposent. Mais, pour l'instant, on garde le cap puis on les suit méticuleusement.

Donc, encore une fois, je comprends peut-être la stratégie de vouloir nous dépeindre comme un gouvernement qui a perdu le contrôle du chantier des Espaces bleus, mais, moi, je vous dis, c'est totalement le contraire, on est en contrôle. Puis, depuis que je suis arrivé, je m'en occupe vraiment personnellement.

Mme Setlakwe : ...s'il n'annonce pas une stratégie, c'est pour avoir des réponses, des clarifications sur ce grand chantier, ce grand projet. Au-delà des infrastructures, là, ces nouveaux musées devront être financés dans leurs opérations. À ce stade-ci, pouvez-vous nous fournir des précisions à l'égard du mode de gestion, du budget de fonctionnement qui sera octroyé pour ces quasi-musées financés par l'État, ou est-il encore trop tôt?

M. Lacombe : Bien, pour le mode de gestion, peut-être, d'abord, c'est important pour nous de faire ce travail-là de concert avec les gens sur le terrain, de consulter, parce qu'en même temps je pense qu'on ne doit pas se mettre la tête dans le sable. Et, quand je vous dis que je m'assure qu'on garde le contrôle de ce dossier, le déploiement des Espaces bleus, je suis bien conscient que, dans bien des régions, il y a eu des inquiétudes, au départ, parce que c'est quelque chose de nouveau.

Vous parlez de musée. Ce n'est pas comme ça qu'on l'a présenté, mais je comprends qu'il y a une inquiétude dans certaines régions. Puis, pour nous, pour moi, particulièrement, c'est important de s'assurer... de m'assurer que, lorsqu'on arrivera avec des ouvertures, le modèle de gestion des Espaces bleus réponde aussi à ce que souhaitent les régions puis que les régions soient parties prenantes.

Donc, on est au travail là-dessus, puis je peux vous dire que ce travail-là, il avance bien. Il est trop tôt aujourd'hui pour que je puisse vous faire une annonce, mais, lorsqu'on sera prêts, on le fera. Et moi, je prédis que ça risque d'atténuer les craintes qui ont été exprimées un peu partout dans certaines régions. Donc, on est en train de travailler sur ce modèle de gestion, parce que, comme je le dis, au-delà des craintes, ce qu'on veut aussi, c'est que la communauté soit partie prenante puis qu'elle participe, qu'elle participe, là, carrément à la gestion.

• (15 h 50) •

Mme Setlakwe : Merci. On va avoir besoin de revenus autonomes. Mais là vous n'êtes pas rendu à savoir l'entrée va être gratuite, il va y avoir des coûts. Vous n'avez pas de précision à ce stade-ci, j'imagine?

M. Lacombe : Non, effectivement, on est dans le... on est à plus haut vol que ça actuellement, on est dans la construction. Mais je vous dirais qu'en parallèle ça avance quand même assez bien, là, parce que, quand on parle du modèle de gestion, bien, ça, c'est assez... c'est assez pointu, assez précis. Mais, évidemment, du moment où on aura défini le modèle de gestion, qu'il y aura, là je ne veux pas trop m'avancer, mais que ce modèle de gestion, je vais le dire comme ça, va se déployer, on sera en mesure d'avoir des réponses à ces questions-là.

Mais, encore une fois, c'est important d'attendre que le modèle de gestion soit déployé puis qu'on travaille avec les partenaires pour répondre à ces questions-là. Parce que, si nous le faisons en ce moment, tout seul à Québec, bien, évidemment, ça va soulever beaucoup de critiques, avec raison, probablement. Donc, on veut se prémunir de ça parce qu'on veut que ce soit un succès.

La Présidente (Mme Dionne) : ...Mme la députée, le bloc est terminé. Donc, si vous êtes d'accord, on va passer au deuxième groupe d'opposition officielle, la députée de Mercier. La parole est à vous.

Mme Ghazal : Merci, Mme la Présidente. Merci, tout le monde. Bonjour, M. le ministre... Vous voulez giguer?

M. Lacombe : Est-ce qu'on va parler de gigue? Est-ce qu'on va parler de gigue?

Mme Ghazal : Bien, si vous voulez... vous avez envie d'en parler, oui, vous pouvez. Bien, bonjour, les membres de la commission. Merci beaucoup à toutes les personnes qui sont présentes, qui travaillent très, très fort, là, pour préparer ces crédits.

Je voulais revenir, avant de parler de gigue, parce qu'il n'y a pas beaucoup de gens qui auraient des questions pour ça, mais peut-être que vous pouvez les rencontrer plus tard, je voulais revenir sur les Espaces bleus. Ce que je comprends, c'est que, là, il y a quatre projets en cours. Le montant qui était prévu au départ a augmenté à cause de ce que vous venez de nous dire, avec les coûts de construction. Donc, le montant global qui est prévu dans le budget ne permettra pas d'en faire plus que quatre. C'est ce que je comprends.

M. Lacombe : Ce n'est pas ce que... Ce n'est, encore une fois, pas ce que j'ai dit, là. Ce que j'ai dit, c'est que...

Mme Ghazal : Ça permet d'en faire combien?

M. Lacombe : Je vais rester prudent là-dessus parce que tout ça est évolutif, mais, en ce moment, cette somme-là nous permet de réaliser, si nous le souhaitons, les quatre Espaces bleus qui sont sur la table. Ces projets-là gardent le cap.

Encore une fois, si le coût d'un de ces projets-là ou de plusieurs de ces projets-là devenait déraisonnable, évidemment qu'on prendra des décisions à ce moment-là. Mais, pour l'instant, on garde le cap avec les quatre qui ont été annoncés. Et, parallèlement à ça, il nous reste encore une marge de manoeuvre pour annoncer de nouveaux projets, dont le nombre reste à définir parce que, bon, comme je vous dis, tout ça est vivant, puis je le suis de très, très près.

Mme Ghazal : ...il y a combien de personnes qui travaillent sur ce projet-là, là, les Espaces bleus? C'est quoi, l'équipe qui travaille là-dessus? Ils sont... C'est combien de personnes, quand ça a été annoncé?

M. Lacombe : Bien, je commence, pendant que j'obtiens la réponse du Musée de la civilisation, mais, au ministère, on a un bureau de projet, donc où il y a des gens qui travaillent, et, au bureau de projet, ce qu'on nous dit, c'est qu'il y a sept personnes qui travaillent à temps plein, sous la direction d'une directrice, et qu'au Musée de la civilisation on parle d'une vingtaine de personnes.

Mme Ghazal : Puis les sept personnes qui sont au ministère, là, est-ce que ça a toujours été sept depuis le début, depuis l'annonce?

M. Lacombe : Bien, ça a augmenté.

Mme Ghazal : Ça a augmenté?

M. Lacombe : Ça n'a pas diminué.

Mme Ghazal : Ça n'a pas diminué?

M. Lacombe : Exact.

Mme Ghazal : Donc, les rumeurs qui disent que ça a diminué sont fausses?

M. Lacombe : Ah! bien là, vous savez, moi, là, depuis que je fais de la politique...

Mme Ghazal : Non, mais on est ici pour régler les rumeurs.

M. Lacombe : ...depuis que je fais de la politique, depuis que je fais de la politique, je ne commente pas les rumeurs.

Mme Ghazal : Bien là, je ne veux pas... je ne voulais pas...

M. Lacombe : J'ai appris que la plupart des rumeurs sont fausses.

Mme Ghazal : ...je ne voulais pas commenter des rumeurs. Je vous parle des rumeurs en lien avec les Espaces bleus puis... Donc, ce n'est pas sur pause, ça continue, mais vous n'avez pas de plan pour dire : Voici, si on veut en avoir 18, au bout de la ligne, là, si on veut en avoir 18, de prévoir, tu sais, comme un plan d'action, de dire : Bien là, maintenant, on va faire ces quatre-là, à tel moment, on va faire... on va faire une annonce pour un ou deux, peu importe. Est-ce que vous avez comme un plan dans le futur, une vision, ou vous y allez au jour le jour, en fonction des montants qui vous sont octroyés? C'est-à-dire que : Est-ce qu'un jour, avant 2026, il va y avoir 18 Espaces bleus, ou vous ne pouvez pas mettre votre carrière là-dessus?

M. Lacombe : Bien, avant 2026, avant 2026, je vous garantis que ce ne sera pas le cas. Là, je pense que, ça, il faut que ce soit clair. J'ai déjà dit... Puis, d'ailleurs, ça, j'ai déjà répondu ça aux journalistes, là, qui me posaient la question en mêlée de presse. C'est sûr que le déploiement ne sera pas terminé avant 2026, c'est absolument impensable. Maintenant...

Mme Ghazal : Juste une seconde. Vous n'êtes pas capable de dire, d'ici 2026, ça va être combien parce que vous n'avez pas de plan.

M. Lacombe : 2026... Bien oui, on a un plan. D'ici 2026, c'est clair que les Espaces bleus que nous avons annoncés vont avoir beaucoup, beaucoup avancé. Et je pense aussi pouvoir dire qu'on aura été en mesure d'en annoncer de nouveaux. C'est tout à fait... C'est tout à fait possible parce qu'on a les disponibilités budgétaires pour le faire et parce qu'on a des projets... on a des projets qui sont aussi, j'allais dire, crédibles, là, le mot m'échappe, mais on a des projets qui sont viables, là. Donc, c'est peut-être le meilleur mot.

Et c'est sûr qu'on s'adapte aussi, parce qu'on n'est pas dans la construction de bâtiments neufs, n'est-ce pas? On est dans... On est dans l'habitation ou, en tout cas, on investit dans des bâtiments patrimoniaux. Donc, ces bâtiments-là sont limités, au Québec. Il faut les trouver. Il faut travailler avec les communautés. Il faut qu'il y ait de l'acceptabilité sociale, justement. Donc, c'est sûr que ça demande beaucoup de travail. Puis souvent les coûts sont très variables aussi d'une région à l'autre. Donc, on s'assure de travailler là-dessus.

Mais actuellement ce que je réponds à tous les collègues qui viennent me voir pour me dire que leur communauté leur parle de ça puis qu'ils ont envie d'avoir des Espaces bleus, c'est : Bien, continuez le travail avec la communauté, soumettez-nous un projet. On fait de la concertation régionale. Il y a des régions où il y a deux villes qui aimeraient ça, l'accueillir. On travaille avec elles. Et, moi, la commande très claire, la commande très claire que j'ai donnée à mon équipe, au ministère, c'est de continuer le travail, de s'assurer que, lorsqu'on aura... lorsqu'on voudra aller de l'avant avec des projets d'Espaces bleus dans les régions, qu'il y ait des projets qui soient prêts ou, en tout cas, qui soient assez avancés. Donc, on travaille là-dessus.

Mme Ghazal : OK. Une dernière question sur les Espaces bleus, puis je vais passer à un autre sujet. Comment est-ce que vous vous assurez que les inquiétudes du milieu muséal... Moi, j'ai parlé aussi avec des... je ne me rappelle plus du regroupement, là, des musées qui sont extrêmement inquiets que c'est sûr qu'ils vous ont parlé, que vous êtes au courant, comme... qui ont peur que ça cannibalise le travail qu'ils font puis qu'on... ils devraient, eux, être les... je veux dire, avoir de l'argent pour pouvoir mettre un peu de bleu ou de fierté nationale à la CAQ, là, comme... appelez ça comme vous voulez. Comment est-ce que vous vous assurez que ça ne cannibalise pas le travail? C'est quoi, le mot, juste en une phrase ou deux, là, si vous êtes capable, que vous utilisez pour les rassurer que ça ne vient pas cannibaliser, en fait, le travail qu'eux, ils font, puis au contraire leur... prendre de l'argent pour le mettre ailleurs, pour la fierté nationale à la sauce CAQ, là, que vous voulez mettre dans ces musées-là?

M. Lacombe : Bien, si j'avais à résumer en un mot, je dirais «complémentarité». Pourquoi est-ce qu'on a à la fois des théâtres puis des salles de spectacle dans nos municipalités? Pourquoi est-ce qu'on a parfois deux, trois salles de spectacle dans une municipalité? Est-ce que c'est trop? Est-ce qu'on devrait se dire qu'on doit en avoir juste une ou deux?

Mme Ghazal : Moi, je ne suis pas une experte. Parce qu'en fait, souvent, quand on vient faire un projet, on répond à une demande qui existe. Là, ici, on a l'impression que c'est plus une... comme une sorte de legs que le premier ministre veut avoir pour garder au Québec pour dire : Ça, c'est mon empreinte bleue caquiste, alors que les gens, ils disent : On est capables, nous aussi, dans les musées, de parler de la fierté nationale, on est capables de le faire. Pourquoi est-ce qu'on ne nous demande pas à nous de le faire puis nous donner de l'argent? On a de la misère à y arriver. Pourquoi est-ce qu'on ne vient pas... Pourquoi est-ce qu'on vient ajouter une autre chose à côté qui, visiblement, coûte cher, qui va prendre beaucoup de temps, alors qu'on est là puis on peut le faire, on peut nous donner la commande?

Ça fait que comment est-ce que vous les rassurez, en une dernière phrase? Puis, si vous ne me rassurez pas, je passe à d'autres questions.

M. Lacombe : Bien, moi, j'ai beaucoup de difficultés avec : Ça coûte cher. Oui, évidemment, je l'ai dit, il faut être rigoureux. Je suis le projet, je m'assure que les coûts restent raisonnables. Puis on effectue une vigie, puis on a une vigilance constante, je vais dire ça comme ça. Mais, en même temps, se dire que la culture québécoise coûte trop cher, moi, j'ai un problème avec ça. Moi, je pense qu'on doit investir dans notre culture et je pense qu'il y a là une complémentarité. Oui, dans certaines régions, il y a un musée, mais je pense qu'on peut très bien aussi avoir un Espace bleu.

Je vous donne un exemple très concret, là. On va continuer d'investir dans les musées. On a actuellement un projet d'Espace bleu dans Charlevoix et on vient juste d'annoncer, par ailleurs, qu'on investit 3 millions de dollars... en fait, 2 millions, pardon, 2 millions de dollars au musée... au musée... j'ai un blanc de mémoire... au musée maritime, au musée maritime, là, pour les goélettes, par exemple. Est-ce qu'on arrête d'investir parce qu'on a un projet d'Espace bleu juste à côté? Non, on continue.

Ici, dans la région de la Capitale-Nationale, il y a le bateau... le vaisseau amiral des Espaces bleus qui est là, puis on investit quand même plusieurs dizaines de millions pour l'Espace Riopelle au Musée national des beaux-arts du Québec, par exemple. Donc, je pense qu'on peut très bien être complémentaire.

Mme Ghazal : On ne dit pas que vous arrêtez d'investir à jamais dans aucun autre, mais, en ce moment, il y a de l'argent, beaucoup d'argent qui est investi dans ce projet qui n'a pas été demandé par les gens du milieu. Je ne parle pas de moi, ou de vous, ou du premier ministre. Les gens du milieu ne l'ont pas demandé, ça, c'est un fait. Et l'idée, ce n'est pas...

M. Lacombe : D'accord. Il faut faire preuve de leadership aussi, là, tu sais.

• (16 heures) •

Mme Ghazal : ...l'idée, ce n'est pas... l'idée, ce n'est pas de... ça coûte trop cher, c'est de mettre cet argent-là puis beaucoup plus dans les musées qui existent déjà, à la demande... en leur donnant des missions. Mais, bon, on va suivre ça de près.

Moi, je voulais vous parler de l'argent à la SODEC. À la page E.8 du document budgétaire, on parle... vous parlez de... «le rôle de la SODEC sera bonifié», que la SODEC aura un nouveau rôle. Première question, j'en ai deux : Expliquez un peu plus de quel rôle vous parlez.

Puis, la deuxième chose, le milieu demande qu'il y ait des conditions minimales de travail aux artistes. Les artistes, en ce moment, ce qu'ils demandent... C'est-à-dire que, des fois, les producteurs reçoivent de l'argent, il y en a beaucoup qui ne sont pas membres d'une association professionnelle, donc il n'y a pas d'entente, là, syndicale, là. Et donc, quand on donne de l'argent public, il faut que ça soit conditionnel à ce que les conditions de travail des artistes soient respectées. En ce moment, on donne de l'argent, et cette vérification-là n'est pas faite. Puis il y en a qui ne respectent pas les artistes, l'argent ne percole pas jusqu'aux artistes ou artisans, et donc leurs conditions ne sont pas respectées, malgré l'argent public qui est donné.

Est-ce que vous allez... vous avez l'intention, puisque ça n'a pas été fait à la dernière fois, même s'il y a eu la loi sur le statut de l'artiste, qu'il y ait des conditions minimales de travail aux artistes? Ça peut être fait par l'ajout d'une lettre d'association d'artistes, qui dit : Voici ce que vous devez respecter, parce que, moi, je vous donne de l'argent public, M. ou Mme la productrice, pour vous assurer que l'argent se rende aux artistes, ce qui n'est pas le cas en ce moment pour tout le monde.

M. Lacombe : Bonne question. Là, il y a comme deux parties à la question, qui sont très, très différentes, donc je vais peut-être commencer par la SODEC, sur la transformation.

Mme Ghazal : Oui, il y avait deux questions, oui.

M. Lacombe : Oui, c'est ça. Sur la transformation... Puis je ne sais pas on a combien de temps. Vous voulez que...

La Présidente (Mme Dionne) : Il reste...

M. Lacombe : OK. Donc, je me dépêche.

La Présidente (Mme Dionne) : Oui, il reste moins de deux minutes.

M. Lacombe : Il nous reste deux minutes?

La Présidente (Mme Dionne) : Il nous reste moins de deux minutes.

M. Lacombe : Je me dépêche. Sur la SODEC, moi, je pense que le milieu culturel a besoin d'une SODEC modernisée qui va être capable de compétitionner ou, en tout cas, de jouer sur le même terrain qu'Investissement Québec, par exemple. Pourquoi est-ce que la SODEC, la Société de développement des entreprises culturelles, ait fait, à certains... à certains égards, un travail similaire à Investissement Québec, mais n'a pas les mêmes outils... et n'a pas les mêmes outils, donc, pour être capable d'investir dans nos entreprises culturelles, qui font en sorte que, bien, notre culture, elle est vivante puis que non seulement elle est vivante ici, mais qu'on peut l'exporter avec encore plus de vigueur? Moi, je pense qu'on doit avoir cette ambition-là.

La SODEC, c'est un legs incroyable de Liza Frulla, à l'époque, et je pense que, maintenant, elle fait un travail exceptionnel, mais je pense qu'on est capables de l'aider encore plus. Vous savez, c'est une des premières choses que j'ai demandées à la SODEC, quand je suis arrivé, quand on a pris connaissance des deux fonds qui sont disponibles par le biais de la SODEC et qui, actuellement, ne sont pas aussi performants qu'on le souhaiterait. En posant des questions, ils m'ont très bien expliqué que c'est parce qu'ils ne sont pas adaptés nécessairement à ce dont on a besoin pour investir en culture, dans nos entreprises à vocation culturelle. Donc, rapidement, je leur ai demandé ce qu'on pouvait faire et on a... on est arrivé, après quelques retours, à un plan de match ambitieux. Donc, on aura l'occasion de le présenter. On est en train d'y travailler, mais je pense qu'on est... je pense que ce sera une excellente nouvelle. Je pense que ce sera une excellente nouvelle qui nous permettra de nous propulser vers l'avant.

Mme Ghazal : ...on va le savoir?

M. Lacombe : Bien, on est en train d'y travailler, on est... Je suis aussi impatient que vous. Ça va être...

Mme Ghazal : OK. Il reste 30 secondes.

M. Lacombe : Ça va être un des projets majeurs que je souhaite livrer pendant le mandat. Puis sinon, sur les conditions des artistes, ce matin, j'ai rencontré la nouvelle présidente de l'UDA, Mme Kontoyanni, qui me semble... sera une partenaire vraiment exceptionnelle. Je pense qu'on s'entendra sur beaucoup de choses.

La Présidente (Mme Dionne) : En terminant, M. le ministre.

M. Lacombe : En terminant, je lui ai assuré que, s'il y a des enjeux, je suis très ouvert à les écouter pour qu'on puisse améliorer ensemble ce qui a déjà été fait.

Mme Ghazal : ...

La Présidente (Mme Dionne) : Vous allez avoir un autre bloc à vous. Merci beaucoup de vos interventions. Je vous rappelle, si vous voulez que je vous laisse plus libre, de ne pas couper la parole et de garder un ton respectueux également. Donc, nous sommes au deuxième bloc de l'opposition officielle avec Mme la députée de Mont-Royal—Outremont. C'est à vous la parole.

Mme Setlakwe : Merci, Mme la Présidente. On revient encore un peu sur les Espaces bleus. Vous avez... puis je remercie ma collègue de Mercier. Oui, on a eu d'autres informations. Donc, vous parlez, puis j'ai bien compris, de complémentarité, parce que la question est pertinente, là, de se demander : Bien, il n'y aura pas comme une... on ne va pas diluer l'offre muséale existante? On a des musées régionaux qui, quand même, ont des difficultés. Vous parlez de complémentarité, parce que le concept est intéressant, là, de parler de fierté, tout ça, mais il n'en demeure pas moins qu'on parle quand même d'histoire des régions, identité spécifique des régions. J'essaie de voir, tu sais, il n'y aura pas une redondance? Moi, ça m'inquiète. On est... On ne sera pas en train d'enlever... d'en enlever aux musées existants? Puis là je me réfère spécifiquement à un très bon exemple qui avait été soulevé par Mario Girard de *La Presse* : «En visitant le Musée régional de Rimouski, j'ai vu qu'on y présente une exposition consacrée à La Bolduc. Voilà un exemple formidable d'un sujet que l'on souhaiterait avoir dans les Espaces bleus et qui est déjà réalisé dans un musée régional.» Moi, en lisant ça, je me suis dit : Bien, c'est un excellent exemple. Donc, pouvez-vous élaborer un peu plus sur la mission des Espaces bleus versus, tu sais, ce qu'un musée régional a comme mission? Parce que, là, cet exemple-là est... pour moi, est percutant.

M. Lacombe : Bien, la complémentarité dans le secteur culturel, je comprends, là, ces questions-là puis je les respecte, parce que je ne veux pas dénigrer ce questionnement-là ou ce raisonnement-là, parce qu'en même temps je le reçois aussi du terrain. Bien, en même temps, je pense qu'il faut aussi regarder ce qu'on fait déjà puis se dire que cette complémentarité, elle existe, là, bien au-delà des Espaces bleus qui vont cohabiter, par exemple, avec des musées existants.

Les musées entre eux offrent déjà des produits qui sont complémentaires. Est-ce qu'on devrait se dire qu'on n'a pas besoin de rénover le Musée d'art contemporain à Montréal, comme on est en train de le faire actuellement, parce qu'on a le Musée des beaux-arts de Montréal? Les deux sont là. Certains diront : Bien, c'est deux musées qui présentent des oeuvres, mais, en même temps, dans leur mission, ils ont quelque chose de différent. Ils ne présentent

pas exactement la même chose, même si, parfois, on pourrait retrouver des expositions qui peuvent être semblables, sur lesquelles on... avec lesquelles on pourrait faire des rapprochements. Est-ce que ça nous passerait par la tête de dire : Ça n'a pas de bon sens de financer deux institutions comme celles-là, on pourrait n'en avoir qu'une? Moi, je pense que, ce raisonnement-là, il faut l'appliquer aussi aux Espaces bleus.

Je vous donne un exemple, et vous pourrez en parler peut-être avec le député de Pontiac, je pense qu'il pourra peut-être vous le confirmer. En Outaouais, nous n'avons pas de musées régionaux, une des seules régions... en fait, la seule région qui n'a pas de musée régional. Puis vous savez quoi? On travaille avec la région pour être capable de se doter d'un musée régional, mais, par ailleurs, la région veut aussi un espace bleu, puis ils nous disent : On a besoin de ces infrastructures culturelles, puis, oui, ce sera complémentaire, puis on a envie d'y participer, parce qu'on est capables d'offrir des choses qui sont différentes. Puis, à la fin, avoir de l'offre, je ne pense pas que c'est une tare. Moi, je pense que c'est tout à fait justifié d'être capables d'offrir des choses qui sont différentes, qui sont complémentaires.

Mme Setlakwe : Bien, la situation à Montréal, pour moi, elle est... c'est une chose, la situation dans les régions... Parce que les musées ont des enjeux, puis je vais revenir, propres à... oui, à la situation en région. Il y a une... la pénurie de main-d'oeuvre. Puis comment est-ce que vous pensez qu'il va y avoir des experts pour travailler dans les Espaces bleus? Ils ont de la difficulté à attirer et à retenir en région, les espaces, puis les conditions de travail ne sont pas faciles.

M. Lacombe : Bien là, c'est ... (Panne de son) ...ça, là, je trouve, là, c'est... Ce que vous venez essentiellement de nous dire, c'est : Montréal est à part. Ça nous prend des infras culturelles à Montréal, mais, en région... c'est compliqué, il n'y a pas de monde, il ne faut pas investir.

Mme Setlakwe : Bien... non, non, non, la...

La Présidente (Mme Dionne) : On ne coupe pas la parole, s'il vous plaît, laissez le ministre répondre.

Mme Setlakwe : D'accord.

M. Lacombe : Moi, j'ai un problème avec ça, là. Je pense qu'on a une responsabilité d'investir en région, puis ce n'est pas parce que c'est plus compliqué puis parce que c'est plus difficile d'embaucher du monde qu'on va se mettre d'arrêter... on va arrêter d'investir en région. Il n'en est pas question, là. Je comprends que vous dites : Montréal, c'est à part, moi... vous me dites ça... Moi, je ne comprends pas pourquoi Montréal serait à part, là. Puis, quand vous me dites, après ça : En région, bien là, on a une pénurie de main-d'oeuvre, ça fait que pourquoi est-ce qu'on ferait ça? Moi, je suis totalement en désaccord avec vous.

La Présidente (Mme Dionne) : En terminant. Merci.

Mme Setlakwe : ...juste revenir sur... Là, moi, ici, je n'ai pas fait... je n'ai pas dit que c'était deux mondes différents, là, Montréal puis les régions. Je m'appuie sur un mémoire qui a été soumis par un intervenant, par la Fédération nationale des communications et de la culture dans le cadre des consultations prébudgétaires. Et ils ont spécifiquement dit qu'«outre l'inflation qui entraîne une hausse des frais de fonctionnement pour l'ensemble du réseau muséal, les institutions muséales situées en région font face à des défis liés à leur éloignement, soit un bassin de population limité, vite atteint, entraînant un besoin régulier de renouvellement des expositions, un contexte de pénurie de main-d'oeuvre — là, ce n'est pas moi qui l'a inventé — exacerbé par la distance et la difficulté à offrir des conditions de travail compétitives pour attirer et retenir une main-d'oeuvre qualifiée qui assurera le bon fonctionnement de ces institutions. Il n'est pas normal qu'en 2023 des techniciens en muséologie aient une rémunération annuelle qui frôle le salaire minimum. Un contexte de pénurie de logements ajoutant une difficulté pour les travailleurs et travailleuses recrutés de trouver à se loger, entraînant par conséquent des difficultés de recrutement.»

Le mémoire fait aussi état de ce qui suit : «Les musées régionaux réclament une meilleure capacité à valoriser leurs spécificités régionales et à présenter de nouvelles expositions. Les demandes de financement par projets demandent tellement d'efforts et de temps aux équipes que les petites institutions régionales — incroyables — faute de ressources administratives, renoncent à répondre aux appels de projets, alors que ce ne sont pas les idées qui manquent. Par ailleurs, l'annonce des Espaces bleus et des investissements qui leur sont attribués fait craindre aux petites institutions régionales une concurrence induite à plusieurs niveaux.»

• (16 h 10) •

Moi, je pense que ça vaut la peine de continuer, parce que c'est assez percutant, là, puis ça rejoint le... notre discussion de tout à l'heure. «Avec un investissement de 300 millions en Espaces bleus, auquel s'ajoutera inévitablement un financement récurrent, le projet se réalise au détriment des institutions muséales en place. On va créer de la concurrence dans la recherche de financements privés et de commanditaires, dédoublement de la mission des musées implantés sur le territoire par les communautés locales, impact sur la fréquentation, sur la capacité à fidéliser une clientèle en soif de nouveauté, dans un contexte de pénurie de main-d'oeuvre, les impacts sur les ressources humaines des musées existants, que la création d'Espaces bleus enterre la demande des musées à vocation scientifique d'implanter un Musée des sciences et de l'innovation du Québec.» Je pense, j'ai fait mon point, là, puis j'ai bien présenté les inquiétudes, là, de la FNCC. Vous n'êtes pas inquiet de l'avenir de nos musées existants, M. le ministre?

M. Lacombe : Bien, je pense surtout qu'on n'a pas le droit de se dire que c'est trop compliqué. Vous savez, moi, je pourrais rentrer au bureau chaque matin puis ne voir que ces enjeux-là, ne voir que ces problèmes-là puis me dire : Bon, on a une pénurie de main-d'oeuvre. Puis c'était la même chose au ministère de la Famille. Tu sais, il y a des gens qui nous disaient : Ça sert à quoi, de construire des CPE? On manque de monde.

Donc, est-ce que je devrais rentrer à l'édifice Guy-Frégault, le matin, puis me dire : Bon, on a une pénurie de main-d'oeuvre, ça va être difficile, donc, là, non seulement on n'investira pas dans nos Espaces bleus en région, mais, en plus de ça, bien, on n'investira pas non plus pour rénover des salles, on ne rénovera pas les théâtres, on n'ira pas de l'avant avec des nouveaux projets culturels, parce que, de toute façon, on n'aura pas de monde? Moi, je refuse de faire ça. Tu sais, les gens ne nous élisent pas pour baisser les bras puis se dire : C'est trop compliqué, on ne sera pas capable. Les gens nous élisent pour trouver des solutions.

Donc, oui, clairement, il y a un enjeu, mais je pense qu'on est capable de le relever. Puis moi, je ne veux surtout pas qu'on arrête. En tout cas, ce ne sera pas sous ma gouverne qu'on arrêtera d'investir dans le milieu culturel. Et là je parle dans les infrastructures, parce qu'on le fait de toute façon dans les programmes. Bien, ce n'est... certainement pas sous ma gouverne qu'on cessera d'investir dans le béton avec des nouvelles salles, des nouveaux musées sous prétexte qu'il y a une pénurie de main-d'oeuvre.

Mme Setlakwe : Merci. Non, j'ai... En tout cas, rapidement, vous allez traiter de ces enjeux-là, si j'ose espérer, mais là vous êtes quand même en train d'amener, alors qu'il y a ces enjeux-là, un nouveau... déployer un nouveau réseau de musées.

Échéancier, ça a été mentionné, juste revenir là-dessus, là. Sur les quatre qui ont été annoncés, les dates d'ouverture seraient prévues pour quand? Donc, vous... Parmi les quatre, là, on a... on parle de Québec, Abitibi-Témiscamingue, Gaspésie et Charlevoix. Vous avez dit que... probablement qu'ils seraient... il pourrait y en avoir d'ouverts avant la fin de votre mandat, en 2026. Et l'ordre, l'ordre dans lequel vous pensez qu'ils vont être ouverts...

M. Lacombe : Oui, tout à fait. Bien, d'abord, ce sera l'Espace bleu de Québec qui va être ouvert en premier. Je peux... je peux vous en assurer. Sinon, évidemment, il y aura des ouvertures avant la fin du mandat, vous pouvez compter sur moi là-dessus aussi. Bien, en ce moment, comme je vous mentionnais, je suis en train, avec les deux mains dans le projet, de m'assurer que les projets sont viables, de m'assurer qu'ils avancent correctement, de travailler avec le musée, le ministère, par le biais du bureau de projet, supporté par la SQL, pour nous assurer qu'on est capable d'optimiser aussi les échéanciers. Donc, je vais rester avec ce qui a déjà été publié pour l'instant, mais, si on a des mises à jour à faire, on les fera, bien sûr, le moment venu.

Mme Setlakwe : Merci. À part les quatre sites déjà annoncés, est-ce qu'il y a d'autres sites que vous avez identifiés à ce stade-ci? Est-ce que vous êtes... Quels sont... l'état des démarches, là, pour les... le choix des sites pour le reste du réseau?

M. Lacombe : Heille, là, j'aurais le goût, j'aurais le goût. Bien là, ah! on me pince la cuisse, là, en ce moment. Oui, oui. Le député de Matane nous dit qu'on devrait investir dans Chaudière-Appalaches, c'est une magnifique région. Je pense que le député de Beauce-Sud est d'accord avec ça.

Des voix : ...

M. Lacombe : Bien, on reçoit beaucoup de propositions, mais, je vais vous dire, on a... Peut-être que ce qui... Parce que, je le dis à la blague, parce que ça m'habite beaucoup, là, je suis impétueusement ce dossier-là et j'aurais le goût de vous parler de ces sites-là, mais bon. On travaille avec des immeubles patrimoniaux, donc c'est ce qui rend ça, je pense, encore plus excitant, mais il faut être prudents, parce que, tant que les projets ne sont pas officialisés, je ne voudrais certainement pas leur nuire, à ces projets, donc je reste prudent. Bien, on parle d'immeubles patrimoniaux partout au Québec, que ce soit... que ce soit en Estrie, que ce soit au Saguenay—Lac-Saint-Jean, que ce soit dans les Laurentides, que ce soit en Outaouais, que ce soit à Montréal, où, là, bon, les immeubles patrimoniaux, il y en a, mais où on a peut-être des stratégies différentes. On est en train de travailler là-dessus.

Mme Setlakwe : Vous avez mentionné, tout à l'heure, qu'il y a des consultations ou que certains de vos collègues vous font des propositions pour leur région. Donc, les députés sont impliqués dans les démarches, ceux du gouvernement. Est-ce que ceux de l'opposition aussi devraient être impliqués dans les démarches, ce ne serait pas l'ensemble des élus qui pourraient participer à ça?

M. Lacombe : Bien, en fait, évidemment, ce n'est pas un processus formel où j'ai demandé à mes collègues de me déposer des demandes, mais je suis certain que c'est aussi le cas dans tous les autres caucuses. C'est sûr que mes collègues viennent me voir pour me soumettre des idées, informellement, parfois, veulent me rencontrer à ce sujet-là, mais je vous sou mets bien ouvertement que, si vous avez un projet pour Montréal, par exemple, vous pouvez aussi venir me voir et que ça me fera plaisir. Bien, c'est qu'à chaque fois que les députés des autres partis nous parlent des Espaces bleus, c'est pour nous dire que ce n'est pas une bonne idée. Donc là, en même temps, je ne suis pas tellement surpris qu'ils ne viennent pas me voir pour me proposer des projets, mais je vous assure, je vous assure...

La Présidente (Mme Dionne) : En terminant, M. le ministre.

M. Lacombe : ...que, si vous avez des idées, bien, ça nous fera plaisir de nous en inspirer.

Mme Setlakwe : ...que c'était une mauvaise idée. Je pose des questions pour en savoir plus. Bien, justement, à Montréal, est-ce que... qu'est-ce qui... qu'est-ce qui arrive avec le projet d'Espaces bleus dans la métropole, là? On avait su, sous la plume de Mario Girard, que... bien, on le sait, là, que le MAC a dû revoir le budget de son projet d'agrandissement. Puis, pour ce qui est du McCord, je pense que son rêve de devenir plus grand est chose du passé, là, il semble s'évanouir.

M. Lacombe : Bien, je ne sais pas pourquoi vous dites ça pour McCord, mais, bref, je vais passer là-dessus en disant qu'on travaille, on travaille sur le projet d'Espaces bleus aussi, de Montréal, on a des pistes... on a des pistes intéressantes, sur lesquelles je ne me m'épancherai pas, parce qu'effectivement elles sont préliminaires, mais peut-être profiter de l'occasion pour vous rassurer sur le musée d'art contemporain. C'est un autre dossier que j'ai pris à bras-le-corps, personnellement, quand je suis arrivé, parce que je me disais que ça n'avait aucun, aucun, aucun bon sens, que ce musée, qui est une institution phare au Québec, soit fermé, que les... que la collection, les collections soient inaccessibles, pour la plupart, bien qu'il y en a une petite partie d'accessible à la Place Ville-Marie, et tout ça en raison, oui, de dépassements de coûts, mais de difficultés à s'entendre, notamment avec le gouvernement fédéral. Donc, non seulement avec le directeur général, John, mais aussi avec la présidente, Claudie, on a travaillé et on continue de le faire. Je suis ce dossier-là personnellement, j'en parle avec mon homologue au fédéral, avec qui je m'entends très bien, Pablo, et moi, je suis très confiant qu'on sera en mesure de faire des annonces bientôt.

Mme Setlakwe : Merci. Dans le Bas-Saint-Laurent, qu'est-ce que... est-ce que vous avez dit qu'il y a un site qui avait été identifié, un bâtiment?

M. Lacombe : ...non, je ne vous ai pas dit ça, parce qu'il y a différentes personnes qui sont intéressées par l'accueil d'un espace bleu. Donc, il y a deux sites, et on a... j'ai bien entendu la proposition d'avoir un espace bleu qui serait scindé, là. Je pense que c'était ça, la proposition. Je vois des collègues qui font oui de la tête. Bien, on est encore au stade des discussions, il n'y a véritablement aucun site qui a été identifié dans le Bas-du-Fleuve.

Mme Setlakwe : Est-ce que vous avez acquis des édifices patrimoniaux?

M. Lacombe : ...

Mme Setlakwe : Non, non, généralement, pour le réseau.

M. Lacombe : À l'heure actuelle, techniquement parlant, je devrais dire... je devrais dire... acquis, est-ce qu'on a acquis, techniquement, oui?

Des voix : ...

M. Lacombe : Donc, oui.

Mme Setlakwe : Lesquels, déjà?

M. Lacombe : Oui, bien, ce n'est pas le gouvernement, là, qui fait l'acquisition, d'ailleurs, ça... c'était un enjeu au départ, c'est le musée qui fait... qui fait l'acquisition. Donc, on a fait l'acquisition, mais, techniquement, est-ce qu'on peut dire ça de...

Des voix : ...

M. Lacombe : Donc, Amos, Percé, on peut dire oui, Baie-Saint-Paul, là, il y a des nuances, là, on est en promesse d'achat, mais ce n'est pas complété.

Mme Setlakwe : ...envisagez des constructions neuves ou pas à ce stade-ci?

M. Lacombe : Des constructions neuves, bien, pour le moment, je vais dire non. Je vais dire non, pour le moment, mais il y a quand même des... il y a quand même des endroits, par exemple, comme à Percé, où le bâtiment original, qui est un bâtiment patrimonial, puis ça, c'est une évidence, là, ne nous permet pas d'accueillir tout ce qu'on voudrait accueillir. Donc, il pourrait y avoir une phase deux, par exemple, qui doit relever d'un nouveau bâtiment, mais à la base on part d'un bâtiment qui est un bâtiment patrimonial dans la presque totalité des cas.

• (16 h 20) •

La Présidente (Mme Dionne) : ...vous rappeler, Mme la députée, il reste deux minutes à cette intervention.

Mme Setlakwe : Parfait. Merci. Le contenu, là, des Espaces bleus, je présume qu'il y a des consultations. Avez-vous une idée des expositions? J'imagine que vous êtes en réflexion avec les instances locales. Est-ce que vous

avez formé des comités consultatifs? Si oui, est-ce qu'on peut en connaître les membres? Puis, vous, M. le ministre, là, quelle est votre vision du contenu à présenter? Tu sais, vous avez dû en parler, je vous ai entendu, en janvier, dire que ce sera tout sauf québécois. Bien, donnez-moi un petit peu plus d'informations. Vous avez dû avoir des discussions avec le premier ministre. Vous voyez ça comment vous, là, ces nouveaux lieux de fierté? Puis est-ce qu'on va n'y présenter, tu sais, que des moments heureux de notre histoire ou aussi des moments sombres ou des personnalités plus controversées? Comment vous voyez ça?

M. Lacombe : Bien, d'abord, je suis tombé dans le piège avec cette question-là. On apprend ça, au tout début, ne jamais répéter les mots de la question qui nous est formulée par un journaliste. Je me suis laissé prendre. On m'a demandé : Est-ce que ça va être québécois, M. le ministre? Puis là j'ai dit : Bien non, ce ne sera pas québécois, parce qu'on veut vraiment que ça fasse vibrer les gens. Puis là... je le sais que la ligne, elle est mince, je le sais qu'il y a peut-être des nuances, mais, le sentiment qu'on... dont on souhaite les Québécois se voir habiter quand ils entreront dans un espace bleu, c'est vrai que c'est un sentiment de fierté, fierté de notre histoire nationale. L'histoire va prendre un... une place importante, puis pas juste les beaux moments, pas juste les moments, évidemment, que... dont est fiers, peut-être des moments dont on est effectivement moins fiers, mais ce qui fait partie de notre histoire, parce que, globalement, je pense qu'on peut être très, très fiers de la nation qu'on est devenue.

Mettre en évidence des grandes réalisations québécoises, que ce soient des legs de premiers ministres, de gouvernements libéraux, qui en ont fait beaucoup, que ce soit... que ce soit sur la question nationale, par exemple, qui a été portée par le Parti québécois, par de grands premiers ministres aussi, par des éléments plus contemporains. Donc, ce n'est pas un espace où il y aura des couleurs politiques. Bien, c'est vraiment un espace où non seulement l'histoire sera mise à l'honneur, mais où les grands personnages historiques seront aussi mis à l'honneur, pour qu'à la fin, que ce soit dans le domaine culturel, que ce soit dans le domaine sportif, on soit capables de ressortir de là... Et, si on avait des doutes... bien, moi, je pense que les Québécois sont fiers à la base, mais, si on avait des doutes de se dire : Heille, moi, je suis fier d'être Québécois, puis, mon Dieu, on en a fait des grandes choses! Puis ça peut être des réalisations, ça peut être des personnages.

La Présidente (Mme Dionne) : En terminant, M. le ministre.

M. Lacombe : Ça peut être notre langue aussi. Donc, tous des scénarios sur lesquels travaille le musée actuellement.

La Présidente (Mme Dionne) : C'est maintenant la fin de ce bloc. Et je cède maintenant la parole au député indépendant de... député de Matane-Matapédia. C'est à vous la parole.

M. Bérubé : Député du Parti québécois, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Dionne) : ...je suis désolée.

M. Bérubé : Vous en savez quelque chose, on a déjà milité ensemble. Mme la Présidente, comme le ministre parle de nationalisme, je vais lui poser les questions qui s'imposent. Dans le plan nationaliste de son parti, on parle de rapatrier l'ensemble des budgets dédiés au milieu culturel par les institutions fédérales. L'an dernier, j'ai posé la question à sa prédécesseure; non seulement je n'ai jamais eu de réponse, mais elle s'était engagée à déposer à la commission l'ensemble de la correspondance. Je n'ai toujours rien reçu un an après. Alors, je pose la question au ministre : Est-ce qu'il peut nous déposer l'ensemble de la correspondance adressée au gouvernement du Canada concernant précisément le rapatriement des budgets et des pouvoirs en culture?

M. Lacombe : Mme la Présidente, bien, bien content de cette... bien content de cette question-là. Ça a été une question posée par le Parti québécois... bien, en fait, dans le cadre de cette étude de crédits, puis on a communiqué toutes... on a communiqué toutes les lettres qui ont été échangées avec mon homologue fédéral déjà.

M. Bérubé : ...pour le bénéfice des personnes qui nous écoutent, qui nous regardent, la réponse, c'est aucune. Il y a eu des lettres qui ont été échangées sur la base de certains enjeux où le gouvernement a été sollicité, mais aucune lettre ne témoigne d'une volonté de la CAQ de rapatrier les budgets en culture, et ainsi que les pouvoirs. Alors, c'est un an plus un jour. Il n'y a pas de réponse. Donc, je ne sais pas ça commence quand, le nationalisme, mais ce ne serait pas prématuré de commencer en matière culturelle.

Donc, c'est la même réponse que l'an dernier. Je trouve ça dommage, parce que j'ai même entendu le ministre dire à Radio-Canada qu'il souhaitait agir sur les GAFA, même si on n'a pas les pouvoirs. Alors, je pense que ce serait mieux d'avoir les pouvoirs avant si on veut intervenir sur les GAFA, est-il d'accord avec ça?

M. Lacombe : Bien, c'est une discussion intéressante, ça, Mme la Présidente, parce que je comprends ce que le député de Matane nous dit, c'est-à-dire demander la permission puis dire : Bien, M. Rodriguez, on aimerait avoir les pouvoirs en culture. Et je comprends, effectivement, c'est vrai, il n'y a pas de lettre sous ma signature qui est partie depuis mon assermentation en octobre, je vous rappelle que ça ne fait pas un an. Bien, sous ma signature puis sous ma... mon leadership, il n'y a pas effectivement de lettre qui... de lettre, là, un morceau de papier qui est parti à Ottawa pour demander ça.

Je comprends que le député de Matane nous dit : Il faudrait faire ça, il faut demander la permission à Ottawa pour rapatrier ces pouvoirs-là. Moi, ce que j'ai envie de vous dire, c'est que ça peut être une stratégie. Nous, on est toujours d'accord avec ça. D'ailleurs, le premier ministre s'est levé en... au salon bleu, il y a quelques semaines, pour réitérer qu'on veut toujours rapatrier les pouvoirs en culture, mais je pense que la première façon, avant de demander un rapatriement ou de demander une permission, c'est d'agir dans les champs de compétence où nous, on pense avoir compétence, puis on est en train, on n'est pas en train de travailler là-dessus. D'ailleurs, je me suis entouré de professionnels. Je pense que le député de Matane va juger que ce sont des professionnels de très haute qualité. Bien, je pense que ce serait gênant que vous diriez le... que vous disiez le contraire, mais on en reparlera vendredi.

La Présidente (Mme Dionne) : En...

M. Bérubé : ...j'ai peu de temps, Mme la Présidente, notamment à cause d'une négociation...

La Présidente (Mme Dionne) : Allez-y, posez vos questions, M. le député.

M. Bérubé : ...qui ne nous a pas permis d'en avoir beaucoup. Donc, c'est plus de quatre ans. Il n'y a eu aucune lettre depuis quatre ans, le ministre assume, manifestement, le bilan de son gouvernement. Donc, aucune lettre en plus de quatre ans pour demander les budgets. Ce ne serait pas, encore une fois, prématuré de le faire. Parce qu'on peut bien essayer... d'exercer un pouvoir sur les juridictions qu'on n'a pas, il vaut mieux les obtenir. C'est ma prétention, je suggère ça. Pour l'année prochaine, faites-le, comme ça je n'aurai pas besoin de repasser la question, ce sera consigné dans le cahier. Je veux dire, on ne peut pas avoir une posture nationaliste, je veux dire, homéopathique, là. On n'en met pas trop, tu sais, mais il me semble que la moindre des choses, ce serait de le demander.

Espaces bleus, beaucoup de choses ont été dites. Je veux quand même dire, pour le bénéfice de l'Assemblée, qu'en caucus de la CAQ on a clairement demandé aux députés de proposer des projets, de venir voir le ministère de la Culture, plusieurs collègues de la CAQ me l'ont confirmé. Jamais on ne m'a consulté pour les projets au Bas-Saint-Laurent, Mme la Présidente, jamais on ne m'a demandé de dire : Il y a-tu un endroit que vous trouvez qui serait intéressant à suggérer? Jamais. Seuls les députés de la CAQ ont été consultés en circuit fermé. Je le dis de mon siège, d'accord? Je suis sûr de mon coup.

Les Espaces bleus, comment ça a commencé? Un article de Denis Lessard qui dit que c'est essentiellement un legs que le premier ministre veut laisser au Québec. Un legs, donc un nouveau réseau. Après les maisons des aînés, après les maternelles quatre ans, après que sais-je encore, là, c'est un réseau, le ministre est pogné avec ça. Est-ce que, dans un... Est-ce qu'il pense qu'il va arriver à terme, qu'il y aura 17 Espaces bleus? Est-ce qu'il ne pense pas que l'argent serait mieux utilisé de mieux financer... 18, c'est encore pire, de mieux financer le réseau muséal? Notre position, là, transparence totale, nous, on aimerait mieux financer, mieux financer le réseau muséal que de faire des Espaces bleus. Entre ça puis des Espaces bleus, on va prendre financer le réseau muséal. C'est quoi, l'échéancier de réalisation, c'est-tu la fin du mandat?

M. Lacombe : Bien, j'ai répondu à cette question-là, tantôt, là, ça fait que je pense... je vais prendre les précieuses minutes qu'on a pour répondre à autre chose. Je veux absolument revenir sur le rapatriement de pouvoirs dont parle le député de Matane pour dire qu'effectivement je comprends la posture du député de Matane qui dit : Bien, vous devriez envoyer une lettre au ministre fédéral pour lui demander la permission puis rapatrier certains pouvoirs.

Nous, ce qu'on dit, ce que je dis, la prétention que j'ai, et je le martèle depuis déjà un moment, c'est qu'on est dans un monde qui a changé, dans un monde numérique où la culture doit se frayer un chemin puis où la culture québécoise doit plus que jamais se frayer un chemin si elle veut survivre, et moi, je veux qu'elle survive. Donc, on est en train d'étudier quels moyens on a à notre disposition, sans envoyer une lettre à Pablo Rodriguez pour lui demander, puis demander la permission, puis de rapatrier des pouvoirs, pour voir comment on est capable, dans ce nouveau monde qui a changé, d'occuper notre champ de compétence puis de ne pas laisser toute la place à Ottawa.

Ottawa a déposé son projet de loi C-11. Pourquoi le Québec ne serait pas en mesure, lui aussi, de poser des gestes pour encadrer les GAFAM? Est-ce qu'on a la légitimité de le faire? Nous, on pense que oui, et les experts qu'on consulte nous disent aussi que oui. Et, en tout respect, je dis au député de Matane que ce sont des experts qui, je pense, vont amener son respect. Donc, on aura l'occasion d'en reparler, peut-être, lorsque... lorsque je ferai une annonce là-dessus.

Et sinon, pour les Espaces bleus, bien, moi, je vous dis : Il n'y a pas de consultation des députés de la CAQ par le ministère sur l'emplacement des Espaces bleus. On y va surtout par les projets qui nous sont soumis par la communauté. Et, si le député de Matane a une idée, moi, ça me fera plaisir de l'écouter.

M. Bérubé : ...beaucoup, mais je n'ai encore pas beaucoup de minutes, comme tout à l'heure.

La Présidente (Mme Dionne) : ...M. le député.

• (16 h 30) •

M. Bérubé : Je sais, mais j'ai beaucoup à dire. En matière de patrimoine, je vous donne un exemple, la maison Chevalier, hein, dans le Vieux-Québec, un des endroits les plus emblématiques de notre patrimoine. Ils l'ont vendue 2,2 millions de dollars à une compagnie de meubles. Entre... Il me semble que le sérieux de la préservation, c'était pas mal là que ça se passait. Il y a une pétition qui a été déposée à l'Assemblée nationale. Comment on a pu

vendre la maison Chevalier pour bâtir un siège social? Et j'ai une liste de plein de bâtiments, là, qui ont besoin de financement pour être adaptés, pour être maintenus, pour y faire autre chose. C'est ça qui devrait être la priorité. Si on dit aux Québécois : C'est quoi, votre priorité? Maintenir le patrimoine existant, là où il y a des mobilisations ou des Espaces bleus, je suggère que c'est ça, l'enjeu.

Quant au ministre qui dit que je vais... je vais gagner le respect, en fait, le respect sera gagné par les gestes qui vont être faits, les résultats, surtout. Le gouvernement du Québec n'a pas pouvoir, n'a pas juridiction en ces matières, et tant mieux si le ministre essaie un coup de force, puis ça fonctionne, je serais le premier à le saluer, mais moi, j'ai tiré des conclusions politiques du Canada depuis longtemps. Et ce n'est pas une posture que j'ai, c'est une conviction très profonde. Ce n'est pas la voie la plus facile, mais, quant à moi, c'est la plus responsable. Une des raisons fortes qui fait en sorte que je suis indépendantiste, c'est la culture. Je pense que vous êtes mieux placés que Pablo Rodriguez pour gérer la culture, prétention, oui, mais le problème, c'est que vous ne cherchez pas à avoir l'autre moitié qui manque pour gérer la culture, et je vous demande éventuellement d'avoir cette ambition-là, c'est très important.

Donc, pour les Espaces bleus, beaucoup a été dit. Je maintiens que c'est... vous n'aviez pas besoin de ça dans votre mandat. Je ne sais pas ce que dit votre lettre de mandat, si c'est indiqué qu'il faut le finir en 2026. Je repose ma question, ma dernière là-dessus. Est-ce que le ministre veut boucler ce réseau-là avant la fin du mandat, oui ou non?

M. Lacombe : Bien là, il n'y a pas de cachette. J'ai répondu à cette question-là il y a quelques minutes en disant qu'en 2026...

M. Bérubé : C'est moi qui...

M. Lacombe : Bien, je comprends, là. Je vais vous le dire. Vous aurez votre clip pour Facebook. Je suis en train de vous dire que, 2026, véritablement, non, on n'aura pas terminé. Ce serait complètement illusoire de penser qu'on sera capable d'avoir fini...

M. Bérubé : ...

M. Lacombe : Bien là, vous avez pris du temps pour votre question. Je pense que je peux prendre du temps pour ma réponse.

M. Bérubé : ...tout à l'heure, c'est juste oui ou non, avant la fin du mandat ou pas.

M. Lacombe : Oui, mais moi, je vous donne une mise en contexte.

M. Bérubé : Bien là...

La Présidente (Mme Dionne) : ...les questions et les réponses, mais...

M. Bérubé : Bien, c'est de son côté qu'il va falloir équilibrer...

La Présidente (Mme Dionne) : D'accord, en terminant. Il reste deux minutes.

M. Lacombe : Ça nous prendra plus que 2026, mais je veux juste vous souligner quand même qu'il faut être fiers et que, si... je comprends que, si, à l'époque des CPE, vous aviez été là, vous auriez dit : Un autre réseau, un autre réseau, ça ne vaut pas la peine.

La Présidente (Mme Dionne) : En terminant, monsieur...

M. Lacombe : Aujourd'hui, on en est fier, de ça.

La Présidente (Mme Dionne) : Je vous rappelle que les questions doivent être relatives aux réponses, mais ça inclut les préambules. Donc, parfait, merci, je vous laisse continuer.

M. Bérubé : OK. Je suggère, Mme la Présidente, que son collègue, lui, a averti ce matin que, 2026, il y aura un réseau de transport d'une rive à l'autre. Je lui demandais d'être plus précis. Dernier élément, il a dit qu'il allait avoir... Ça allait être terminé pour 2026, ou amorcé. Alors, lui, il est plus précis. Vous pouvez vous inspirer de votre collègue de l'Éducation. Je suis convaincu que ça pourrait nous permettre d'avoir des réponses plus précises.

Je veux poser une question au ministre. Télé-Québec, est-ce normal, et je le dis avec tout le respect pour un collègue de l'Assemblée nationale, que... organise une conférence dans une école secondaire avec le chef, le porte-parole de Québec solidaire? On ne nous a pas offert ça, au Parti québécois, ni au Parti libéral ni à la CAQ. J'ai le document que je dépose ici. Télé-Québec présente des conférences dans une école secondaire. Je ne dis pas qu'on est contre, mais je dis qu'il faut l'offrir à tout le monde. Alors, ces jeunes-là qui vont voter à la prochaine élection... Je sais que la PDG de Télé-Québec est ici, je crois. Est-ce que le ministre pense que c'est approprié?

Document déposé

La Présidente (Mme Dionne) : ...engagez à transmettre au secrétariat de la commission, s'il vous plaît, le document? Merci.

M. Bérubé : Et j'ai même prévenu le ministre d'avance que j'allais lui poser la question.

M. Lacombe : C'est vrai. Il est bon de... C'est vrai. Il m'a texté hier pour me dire qu'il allait me parler de ça.

M. Bérubé : Alors, vous avez une réponse de prête?

M. Lacombe : Bien, en fait, je vais vous répondre la même chose qu'hier. C'est sûr que, lorsque j'ai vu... lorsque j'ai... Là, vous n'allez pas lire mon texto, j'imagine, là, quand même, mais, lorsque... lorsque j'ai été informé de ça... C'est sûr que, si vous me demandez mon avis, je trouve que c'est surprenant puis je vous avoue que j'ai un certain malaise, mais, en même temps, ce n'est pas non plus, je pense... Je me suis posé la question hier soir. Je ne pense pas non plus que c'est mon rôle de m'ingérer dans les affaires de Télé-Québec, qui est une société d'État distincte, à un bras de distance du gouvernement, et de lui dire ce qu'elle devrait faire ou non dans son contenu de cette nature-là. Je pense que, si je le faisais, les collègues ici autour de la table seraient les premiers à me le reprocher. Sur une base personnelle, c'est sûr que j'ai un malaise de voir un chef de formation politique, dans un véhicule qui est une société d'État, faire le tour des écoles pour exposer sa vision politique du Québec, mais, en même temps, en même temps, je ne m'ingérerai pas dans les affaires de Télé-Québec.

M. Bérubé : On ne demande pas de... On ne demande pas de participer à *Belle et Bum*, là. On veut que ce soit équitable pour l'ensemble des élus, hein, à Télé-Québec. Alors, quel que soit... je le dépose, ainsi que mon malaise.

La Présidente (Mme Dionne) : M. le député, oui, merci.

M. Lacombe : ...concours l'année prochaine s'il veut.

M. Bérubé : Oui, mais...

La Présidente (Mme Dionne) : C'est terminé pour les échanges. Vous... On passe... On va passer à la parole au gouvernement. Merci, M. le député de Matane. Le Parti québécois... Je vous rappelle que le député indépendant, ce n'est qu'une procédure de la commission. Alors, petit aparté. Maintenant, je cède la parole au gouvernement. Alors, M. le député de Beauce-Sud.

M. Poulin : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Bonjour, M. le ministre. Bonjour à mes collègues des oppositions, évidemment, mes collègues du gouvernement. Je tiens à saluer également la brigade du ministère de la Culture, Mme la sous-ministre, les gens qui vous accompagnent, les différentes sociétés d'État, M. le directeur de cabinet.

C'est important, l'exercice que l'on fait cet après-midi non seulement pour la culture au Québec, mais aussi pour les artisans de notre culture, qui, on doit le dire, à travers la pandémie, ont vécu des moments pas faciles au cours des dernières années. Il n'en demeure pas moins que, lorsqu'on regarde le budget du ministère de la Culture au cours des dernières années, il a augmenté de façon importante.

Et d'ailleurs votre prédécesseure, M. le ministre, a été saluée pour son leadership auprès des différentes organisations culturelles à travers le Québec. Je pense, entre autres, aux gens qui oeuvrent dans le domaine du cinéma, qui oeuvrent dans l'industrie de la production télé ou même auprès de différentes institutions, sociétés d'État, à quel point notre gouvernement a été au rendez-vous, à quel point le ministère de la Culture a été au rendez-vous. Et même les oppositions, je me souviens, à l'Assemblée nationale, au cours du dernier mandat, ont salué le leadership de la ministre de la Culture de l'époque et à quel point on a permis au milieu culturel de rebondir et d'avancer. Alors, ça, je pense, c'est important de pouvoir le placer dans la discussion.

On pourra également, ce soir, lors des crédits jeunesse, parler, justement, de la culture, parce que, dans le plan jeunesse, on a ajouté un volet culture qui est important. On pourra évidemment parler de l'avenir du français chez les jeunes aussi, qui est quelque chose de superimportant. Les derniers rapports de l'OQLF, qui nous démontrent une indifférence des jeunes face au français, ça vous pousse, et ça nous pousse, comme gouvernement, à faire plus pour le contact des jeunes avec la culture québécoise. Ne serait-ce, entre autres, sur le numérique, on pourra parler de découvrabilité aussi. Vous avez donné beaucoup d'entrevues sur le sujet.

Alors, je serais intéressé à en entendre davantage, mais, aussi, vous êtes à la base... Et ça, il faut le rappeler, j'entendais les oppositions parler des investissements que l'on fait en culture, parce que ce n'est pas une dépense, hein, c'est un investissement. Lorsqu'on investit dans les Espaces bleus, lorsqu'on investit dans nos infrastructures, ce sont des sommes... qui est importante. Vous m'entendez souvent, M. le ministre, comme adjoint parlementaire, faire le comparatif avec le sport, hein? Tu sais, je veux dire, pourtant, à certains endroits, il y a 17 équipes de soccer, puis ce n'est pas grave, tu sais? Alors, pourquoi il y aurait deux musées? Tu sais, je me dis : Ce ne serait pas la fin du monde. L'important, c'est d'en consommer, de la culture. Puis je pourrais aussi vous parler de l'importance de rendre hommage aussi au milieu culturel québécois, à quel point c'est important, parce qu'on rend hommage à nos sportifs, il faut le faire, mais il faut aussi rendre hommage aux gens du milieu culturel québécois.

Mais vous êtes à la tête d'un ministère économique qui apporte des retombées économiques importantes, et vous me permettrez de vous parler de cinéma, entre autres, parce qu'il y a des données qui sont fort intéressantes sur le marché du film québécois. Malgré les aléas de la pandémie au cours des dernières années, la part de marché des films québécois, dans les entrées en salle, est en légère hausse un peu partout : 2020, 13,1 %, 2021, 13,5 %. La part, d'ailleurs, des films québécois, parmi les projections en salle, est de 15 %. C'est un sommet depuis 2005. Alors, non seulement on a des producteurs, on a des gens qui réussissent à trouver le financement nécessaire et qui réussissent également à aller en salles québécoises, on a également, comme gouvernement, fait tout un travail, entre autres, en relations internationales, pour permettre à différentes grandes productions de venir tourner des films ici, au Québec. C'est important qu'ils puissent venir s'enrichir non seulement de ce qui se passe dans les villes, mais également dans les régions.

Alors, j'aimerais vous entendre sur votre vision, entre autres, concernant le cinéma québécois, le fait également que nos productions télé ne tournent pas juste dans les grands centres. Il y a une tournée également dans les différentes régions du Québec. On a vu des séries, *La faille*, entre autres, qui est venue tourner à Québec, *La faille 3*, que le premier ministre a écoutée en fin de semaine, qui est allée tourner dans des villages québécois. Alors, il y a un effort qui doit continuer d'être fait pour faire en sorte que nos productions télé se retrouvent dans les régions, mais également engageant, on sait, des gens dans les différentes régions du Québec.

Alors, comment voyez-vous l'avenir du cinéma, des salles de cinéma, également, au Québec, qui, somme toute, ont réussi, après la pandémie, à rebondir de façon importante? Et qu'est-ce qu'on doit faire ultimement pour, lorsqu'on regarde les fiches à la film, bien, il y ait encore plus de films québécois qui soient à l'affiche?

• (16 h 40) •

M. Lacombe : Bien, merci beaucoup. Je veux remercier mon collègue que je sais éminemment passionné et animé d'un amour ardent pour la culture. Donc, c'est vraiment un plaisir de parler de ça avec lui.

Le cinéma, puis je vais faire une parenthèse, peut-être, sur le cinéma jeunesse, et là vous ne m'aviez pas donné vos questions à l'avance, donc là c'est intéressant, on le fait... on a la discussion pour vrai, contrairement à ce que bien des gens pensent, mais le cinéma jeunesse... Le cinéma jeunesse, pour moi, c'est une pierre angulaire de notre stratégie qu'on doit adopter pour être capable de répondre à la priorité numéro un que je me suis fixée, que le premier ministre m'a donnée lorsqu'il m'a rencontré un lundi soir, très tard, avant la composition du Conseil des ministres. Il faut reconnecter nos jeunes avec la culture québécoise.

Donc, le cinéma jeunesse, je pense que c'est un outil très, très stratégique pour qu'on soit capable d'y arriver, et, quand on a une offre, quand on a une offre de cinéma jeunesse, cette offre-là, elle trouve preneur. Puis, je pense, si on regarde, là, les dernières semaines, on a eu *Coco ferme*, par exemple, qui a très bien fait aussi en salle. On a eu, par exemple, *Katak*, si ma mémoire est bonne aussi, l'histoire d'un dauphin. Là, je ne veux pas tomber dans l'anecdote, mais moi, j'ai des enfants, puis ça les intéresse beaucoup. Donc, quand on a des produits comme ça, qui existent pour les jeunes, les produits trouvent preneurs, puis je pense qu'on doit amener cette habitude-là.

Puis je lisais, dans le cadre de l'exercice budgétaire, des créateurs qui ont fait une sortie en disant : Ça nous prendrait un minimum, là, de... un certain minimum de films québécois pour enfants à chaque année, et pas seulement des films comme *La guerre des tuques* ou comme *Coco ferme*, avec des acteurs en chair et en os, mais aussi des films d'animation, et on en a, de bons studios. Je parlais, notamment, récemment, avec une créatrice qui se spécialise... qui se spécialise là-dedans et qui a son studio en banlieue de Québec, ici, puis qui m'expliquait à quel point c'est difficile, ce marché-là, mais à quel point, pour elle, c'est une mission qu'elle s'est donnée, puis je ne peux pas être plus en accord.

Donc, peut-être simplement terminer en vous disant que j'y crois, que je pense que ça doit faire partie de notre stratégie, qu'on est déjà en discussion avec les artisans du domaine cinématographique pour voir comment on peut les soutenir davantage, que je suis bien au courant aussi de leurs demandes là-dessus, puis qu'on doit ramener peut-être la belle époque des *Contes pour tous*, là, où il y avait une effervescence, où il y a eu... Ça parle peut-être aux plus expérimentés des parlementaires autour de la table, mais je pense que je ne nommerai pas de nom, mais je... même s'il fait des... mais je pense qu'on doit peut-être revenir à cette époque-là.

Mais ce n'est pas un marché qui est facile. C'est ce que j'ai appris aussi. Tu sais, ne serait-ce que dans le classement des films, ça marche beaucoup en dollars, là, de recettes pour dire : un film est populaire ou pas. Les billets pour enfants coûtent moins cher. Ces films-là, on a peut-être moins l'impression, parfois, qu'ils réussissent bien, que ce sont des grands succès en salle, alors que, dans les faits, parfois, il y a beaucoup de monde qui vont les voir, mais, parce que c'est calculé en dollars, des fois, c'est peut-être moins représentatif. Bref, j'en aurais long à dire, mais il faut que ça fasse partie de la stratégie.

M. Poulin : Excellent, puis sans compter également que, dans les histoires pour enfants, les histoires pour jeunes... Vous êtes allé au salon du livre récemment, où les jeunes sont au rendez-vous pour les livres. Alors, on a des livres qu'on peut adapter en séries télé, comme on a vu à une certaine époque. Il va falloir agir à ce niveau-là.

J'ai d'autres collègues qui ont des questions, alors je vais leur céder la parole. Il reste combien de temps, Mme la Présidente?

La Présidente (Mme Dionne) : Il nous reste quatre minutes.

M. Poulin : OK, parce que je ne sais pas si Louis...

La Présidente (Mme Dionne) : J'ai le député de Côte-du-Sud et le député... M. le député de Côte-du-Sud.

M. Rivest : Oui, je vais y aller. Je te laisse terminer, Louis. Je vais y aller vite.

D'abord, M. le ministre, je suis très heureux de pouvoir, comme adjoint gouvernemental à la culture, travailler avec vous et vos équipes, je tiens à le souligner, du travail qui est effectué pour arriver à ce processus de crédits budgétaires là. Vous savez, la jeunesse me touche énormément, le travail d'éducation artistique auprès des jeunes, il y a... À travers le monde, les jeunes... consomment des biens culturels, et nous, ici, bien, on a cette volonté-là, vous le savez, de vouloir amener les produits québécois à nos jeunes pour cette consommation-là. Pouvez-vous nous dire comment qu'on peut faire, là, pour être davantage encore présents avec nos jeunes au niveau de la consommation des biens culturels, nous citer quelques exemples que vous pouvez avoir en tête de nous partager pour cette consommation-là de biens culturels?

M. Lacombe : Bien, je pense qu'il y a plusieurs pistes de solution. Le cinéma, c'en est une, hein? On amène nos jeunes dans les sorties culturelles, dans les salons du livre, mais on les amène aussi en salle, voir des films, des films québécois. Donc, je pense que ça, c'est une avenue qui est intéressante.

D'ailleurs, ce que le député de Beauce-Sud souligne, en parlant de littérature jeunesse québécoise, les histoires sont là. D'ailleurs, la PDG de la SODEC me disait récemment : Le matériel est là, les histoires existent, il suffit de les transposer à l'écran. Puis j'avoue que je suis très d'accord avec elle et avec le député de Beauce-Sud là-dessus. Donc, on doit miser là-dessus. On a d'incroyables succès, en librairie, de livres jeunesse, qu'on peut transposer à l'écran. Il faut rejoindre les jeunes avec ce qui leur parle. Il faut leur donner le goût d'aimer la culture québécoise.

Et, vous savez, récemment, je pense que c'est le commentaire qui m'a fait le plus réagir, j'étais dans une école, et un jeune, première expérience au cinéma pour aller voir un film québécois, évidemment je ne le nommerai pas parce que tout ça est bien personnel, mais il me dit : Le cinéma québécois, c'est plate. Et là je lui demande pourquoi. Bien, il est déçu. Il était déçu de sa première expérience au cinéma, peut-être le choix du film, moins adapté pour un enfant de son âge, un ado de son âge, et moi, je pense qu'il faut redoubler d'efforts pour tellement exposer nos jeunes à nos produits culturels québécois qu'ils trouvent quelque chose qui les intéresse puis qu'ils ne se disent surtout pas que la culture québécoise est plate, mais qu'au contraire elle est intéressante parce qu'elle parle de nous, avec nos mots, avec nos accents, avec nos décors, avec nos coutumes, avec nos traditions, et ça, je pense qu'il n'y a rien de plus important que ça.

Puis, si je fais une parenthèse, peut-être un petit détour par le budget, pour dire que, notamment, dans le budget qui a été présenté par notre collègue le ministre des Finances...

La Présidente (Mme Dionne) : ...M. le ministre.

M. Lacombe : ...on veut avoir de l'argent pour mettre sur pied un passeport culturel au cours des deux prochaines années pour que nos jeunes soient plus en contact avec les produits.

La Présidente (Mme Dionne) : Il nous reste... Il reste 1 min 30 s. Donc, allez-y, M. le député.

M. Lemieux : ...M. le ministre, vous siégez avec une demi-douzaine de ministres à un comité interministériel sur la langue française et son avenir. C'est, j'espère, le plus tôt possible, mais on a dit que ce serait au plus tard qu'il y aurait un plan d'action, pas pour freiner, parce que, si on freine, ça ne donne pas grand-chose, mais renverser la tendance du déclin du français. Avez-vous les moyens de vos ambitions? Et, dans votre portefeuille à vous, vous allez faire quoi?

M. Lacombe : Bien, moi, je pense qu'on doit avoir les moyens de nos ambitions. Je pense qu'on les aura. Et, quand on parle de langue, moi, je pense que, plus largement que la langue, il faut parler de culture. La langue française fait partie de la culture québécoise, et, la langue, c'est un des éléments à protéger, mais ça fait aussi partie plus largement d'un contexte. Vous voyez, récemment, pour le biais d'un... bien, pour les fins d'un club de lecture, je relisais Fernand Dumont, qui l'illustre particulièrement de façon assez éloquente. La langue, c'est probablement l'élément le plus important de notre culture, mais ce n'est pas le seul. La culture, c'est un écosystème.

Puis, oui, on aura les moyens de nos ambitions. On a diverses opportunités devant nous, que ce soient des éléments plus techniques comme un passeport culturel, par exemple, comme une année du livre et de la lecture, qu'on souhaite mettre sur pied. Ce sont des exemples plus techniques, mais aussi, sur le fond, comment est-ce qu'on peut, comme État, comme nation, nous assurer de contrôler davantage de leviers, que ce soit ici ou sur la scène internationale, où on peut avoir beaucoup de leadership, pour être capable d'infléchir la tendance puis de nous assurer non seulement que le français cesse de reculer, parce que je vous rappelle qu'on a passé la barre... on est passé sous la barre du 50 % à Montréal, c'est très inquiétant, mais qu'au-delà de la langue notre culture aussi continue d'être vivante, parce qu'au-delà de la langue, qu'est-ce qui nous distingue des Français ou des Belges, qui parlent aussi français, bien, c'est notre culture plus large.

La Présidente (Mme Dionne) : Merci beaucoup. Alors, nous sommes rendus au deuxième bloc. Donc, étant donné qu'on veut permettre aux députés de s'exprimer, je pense qu'il y a encore beaucoup de questions à poser, on va essayer d'avoir des réponses concises. Donc, c'est le tour de l'opposition officielle. Mme la députée de Mont-Royal—Outremont.

Mme Setlakwe : Troisième bloc, n'est-ce pas, oui?

La Présidente (Mme Dionne) : Le troisième. Donc, il vous reste un quatrième bloc un peu plus tard.

Mme Setlakwe : Merci. Donc, juste pour boucler la boucle, là, sur les musées, vous avez compris les... non, les musées... les musées régionaux, les musées qui existent déjà, vous avez saisi, je pense, le point que je mettais de l'avant, là, qu'ils ont des défis dans les régions, des défis d'achalandage. Les chiffres ne sont pas revenus au niveau prépandémique. Ils doivent renouveler leurs expositions. Le bassin de population est limité, vite atteint. Donc, ils ont des enjeux. Ils souffrent d'un manque de financement.

Entendons-nous, là, pour les Espaces bleus, entendons-nous sur un chiffre de 300 millions pour je ne sais pas trop combien. Je ne pense pas que ça va être le réseau complet, loin de là, mais comment est-ce qu'on peut parler de 300 millions, alors qu'il y a un manque de financement, qu'il y a autour de... Tu sais, il y a 300 musées agréés. Il y en a 120 qui reçoivent de l'aide dans le programme PAFIM, qui n'est pas indexé adéquatement, qui stagne. Comment est-ce qu'on peut parler de mettre autant d'argent dans les Espaces bleus? Et je n'ai pas dit que l'idée, le concept n'était pas intéressant, mais il faut être réaliste. On parle d'autant d'argent dans les Espaces bleus, puis de seulement, corrigez-moi si j'ai tort, 20 millions pour le PAFIM, dont l'enveloppe stagne.

M. Lacombe : Bien, malheureusement, là, je ne sais pas si j'ai le droit de dire ça, Mme la Présidente, mais les chiffres ne sont pas exacts, puis il ne faudrait surtout, surtout pas que les gens aient cette impression-là. D'abord, peut-être une nuance, quand on parle de 300 millions, là, je pense comprendre que notre collègue additionne les coûts d'infrastructures, donc le béton, au coût prévu de fonctionnement. Bien là, elle me dit non, mais, sinon, je m'explique mal le calcul, là.

• (16 h 50) •

Mme Setlakwe : Mais là vous avez dit clairement que vous aviez une enveloppe de 262 puis que vous en aviez suffisamment pour les projets déjà annoncés, mais moi, je ne vous ai pas entendu dire que vous en aviez suffisamment pour 18 Espaces bleus.

M. Lacombe : Non, mais la question...

Mme Setlakwe : C'est à quelque part entre quatre et 18, là, non?

M. Lacombe : Bien, c'est parce que vous parlez de 300 millions, mais...

Mme Setlakwe : Bien, c'est parce que je ne l'ai pas, le chiffre, ça fait que j'arrondis.

M. Lacombe : Mais ce chiffre-là, de 300 millions, je ne sais pas à quoi vous faites référence, en fait.

Mme Setlakwe : Bien, c'est parce que c'est un chiffre qui était sorti dans les médias, mais je ne l'ai pas eu, le chiffre, de votre part, actualisé. Vous avez dit qu'avec 262 vous en aviez suffisamment, mais, je pense que, là, pour les fins de la discussion, moi, je m'en vais dans le PAFIM, là, on met un montant...

M. Lacombe : Oui, c'est important, là.

Mme Setlakwe : Oui, il est important. Bien là, si vous voulez revenir sur votre déclaration...

M. Lacombe : Parce que, là, vous balancez des chiffres, là...

Mme Setlakwe : Oui, mais, alors, je vous donne l'opportunité de nous donner un chiffre pour le réseau des Espaces bleus.

M. Lacombe : Bien, je peux vous faire... parce que vous dites que ce n'est pas important. Moi, je pense que c'est important, parce que les gens, là... Puis tout ça va être archivé, notre discussion. Donc, je pense qu'il faut dire les choses clairement. Vous balancez ce chiffre de 300 millions, je pense... Je ne veux pas vous mettre de mots dans la bouche, mais je pense que ce à quoi vous faites référence, c'est le coût des infrastructures, à 262 millions, auquel on ajoute un coût projeté pour le fonctionnement, donc l'argent qui devra être versé à ces Espaces bleus pour qu'ils puissent fonctionner. Je pense que vous arrivez, donc, à 300 millions en faisant ça. Donc, ce n'est pas 300 millions dans le fonctionnement des Espaces bleus.

Ensuite, je pense que c'est important, c'est complètement faux de dire que le PAFIM, qui est le programme de financement des institutions muséales, stagne. Au contraire, il ne stagne pas du tout. On vient de faire une annonce. On a augmenté le budget de 17 millions de dollars. Donc, il est passé de 54 à 71 millions de dollars. L'enveloppe 2019-2022, elle a augmenté... En fait, si on regarde l'enveloppe 2019-2022 et l'enveloppe 2022-2025, l'enveloppe 2022-2025, elle a augmenté de 17 millions. On est passé de 54 à 71.

Donc, c'est faux de dire que ça stagne. Et je pense que c'est un exemple éloquent du fait que, oui, on a un projet d'Espaces bleus, mais qu'en contrepartie on ne gèle pas le financement. Le financement ne stagne pas pour nos institutions muséales, que nous savons, par ailleurs, confrontées à des défis importants, notamment en termes de main-d'oeuvre, mais aussi de maintien des actifs. Donc, ce montant-là, il s'ajoute. Donc, il n'y a pas de stagnation, bien au contraire.

Mme Setlakwe : Je suis heureuse de l'apprendre. Donc, les musées existants, ils sont combien, dans... à bénéficier de cette enveloppe-là?

M. Lacombe : On peut vous revenir, là, avec... Je pense, de mémoire, qu'il y en a plus d'une centaine, mais je pourrais vous revenir avec le chiffre... le chiffre exact.

Une voix : ...

M. Lacombe : 124.

Mme Setlakwe : 124, c'est quand même... qui ont besoin de financement, qui pigent dans cette enveloppe-là, c'est...

M. Lacombe : Bien, c'est sûr, mais on peut retourner aux années libérales et aussi voir cette enveloppe-là était de combien. Moi, je pense que de l'avoir monté à 71, une augmentation de 17 millions par rapport à la précédente, c'est quand même un bon pas en avant.

Mme Setlakwe : Vous aviez... vous êtes... pas vous, vous, ça fait... ça fait... vous êtes dans votre première année, mais ça fait cinq ans qu'il y a une... un ministre de la Culture caquiste, et puis, quand on se fait... quand on entre au pouvoir puis qu'on a un surplus extrêmement important, les choix sont peut-être plus faciles à... en tout cas, il y a des choix qui sont... qui se font, qui peuvent justifier cette augmentation, mais là je pense qu'on ne peut plus parler des années libérales. Là, ça fait cinq ans qu'on a des budgets caquistes en culture.

Parlons de l'impact humain. J'aimerais ça revenir sur notre discussion, la semaine dernière, l'intelligence artificielle et ses impacts sur... On a parlé du doublage qui est à risque, là, en raison des avancées de l'intelligence artificielle, mais c'est beaucoup plus large que le doublage, ça touche toute l'industrie du film, ça touche les chansons, ça touche l'art, c'est... Pour citer Sébastien Dhavernas, ce n'est pas juste le doublage, c'est aussi pour tout ce qui est narration, publicité, toutes les voix. Donc, je vous ai entendu dire qu'il n'y a pas de solution miracle, que c'est... que c'est plus large que le Québec. Oui, c'est très large, puis, en fait, c'est... oui, c'est très impressionnant ce qui se passe, mais, moi, ce que je veux savoir, c'est quels sont les gestes que vous avez l'intention de poser, les montants que vous comptez investir. Est-ce que vous êtes en discussion avec le milieu?

M. Lacombe : Oui, il y a une discussion qui est en cours, je pense que je peux dire ça, dans le sens où, bien sûr, vous avez... Je vous ai donné la réponse au sujet du travail que mon collègue Pierre Fitzgibbon est... s'est attelé à faire, donc, parce que, plus largement, l'intelligence artificielle relève de sa responsabilité avec le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, mais, plus précisément, en culture, oui, il y a un travail qui se fait.

Il y a un comité qui est en place au ministère de la Culture, qui travaille avec nos sociétés d'État pour faire une... j'ai envie de dire une certaine vigie ou encore peut-être élaborer certaines pistes de solution, mais je répète aussi ce que j'ai dit lors de la période de questions, où vous m'avez posé cette question-là. C'est un enjeu qui dépasse, d'abord, bien largement les frontières du Québec, mais c'est un enjeu qui dépasse aussi bien largement les frontières du monde culturel. Est-ce que ça veut dire qu'on ne peut rien faire? Non, mais ça veut dire qu'il faut... qu'il faut suivre ce qui se fait, travailler sur des solutions.

D'ailleurs, ce matin... Et il faut dire aussi que c'est un enjeu qui est très récent, là. Tout ça a émergé, personne ne m'a parlé de ça avant, je dirais, la sortie qui... des scientifiques du milieu de l'intelligence artificielle, qui nous ont dit qu'il y avait un problème. Je pense que tout le monde a été assez surpris à ce moment-là. En tout cas, c'est à partir de ce moment-là qu'on m'y a sensibilisé. Et, d'ailleurs, l'Union des artistes, par exemple, ne m'en avait pas nécessairement parlé avant. Ce matin, j'ai eu une rencontre avec la présidente, et c'est un des sujets principaux dont elle m'a parlé. Donc, c'est une préoccupation nouvelle, je dirais, et c'est normal, parce que ce débat-là, il est nouveau, il est tout, tout, tout récent, puis, dans la mesure de ce qu'on a à offrir, on va contribuer non seulement aux discussions, là, mais à trouver des solutions.

Mme Setlakwe : En termes de solutions, avez-vous des pistes à avancer? Puis, tu sais, quand vous dites que c'est récent, je suis d'accord que ça évolue très rapidement, c'est relativement récent, mais on s'attend de vous, comme ministre, que vous soyez proactif et que vous fassiez partie des discussions.

M. Lacombe : Bien là, en même temps, je comprends, là, je comprends, mais là, d'abord, on parle d'un phénomène mondial qui dépasse largement le monde culturel et les frontières québécoises, qui est apparu tout récemment, là, j'ai envie de dire dans les derniers jours, là. Bien, je ne sais pas à partir de combien de temps on peut arrêter de dire «les derniers jours» puis dire «les dernières semaines», mais, tu sais, c'est très, très récent. Donc, je pense que de m'aventurer ici aujourd'hui à vous dire qu'on a les réponses à ces questions-là, ce serait malhonnête parce que ce ne serait pas vrai. Donc, je préfère vous dire bien honnêtement qu'on regarde ça. On va travailler ça avec le milieu. Et, s'il y a des pistes de solutions auxquelles je peux participer, comme ministre de la Culture, si, comme État, on a des leviers à notre disposition pour mieux protéger nos artisans, entre autres ceux du doublage, qui faisaient l'objet de votre question, bien, évidemment qu'on va... qu'on va travailler là-dessus.

Mme Setlakwe : ...rencontré la présidente, la nouvelle présidente ou des représentants de l'UDA. Est-ce qu'il y a des demandes précises qui ont été formulées?

M. Lacombe : ...de demande précise. Il n'y a pas de demandes précises qui sont formulées pour l'instant, sinon la demande que, solidairement, on suive ce qui se passe puis qu'on puisse arriver, ultimement, peut-être, avec des pistes de solutions qui vont, je pense, je pense, dépasser largement les frontières du Québec puis les frontières du monde culturel. Peut-être que ça nous touche... Puis, tu sais, on prenait l'exemple du doublage, peut-être que ça nous touche particulièrement parce qu'ici, au Québec, oui, on parle français, mais, souvent, dans le doublage, quand c'est du français international, c'est un petit peu plus fatigant. Bien sûr, on aime mieux que ce soient des artisans québécois qui fassent le doublage. Peut-être que c'est un problème, je le dis sous toute réserve, qui sera moins visible dans le reste du Canada, par exemple, où les gens sont davantage anglophones, mais je comprends qu'au Québec cette demande-là, elle est particulièrement importante, puis qu'on voit ça particulièrement comme un défi important, puis je comprends tout à fait ça. Donc, on travaillera avec le milieu.

Mme Setlakwe : Allez-vous envisager des crédits d'impôt pour le doublage? Non, vous n'êtes pas rendu dans des idées spécifiques?

M. Lacombe : Bien, bien, d'abord, il y en a déjà, mais le crédit d'impôt n'est pas toujours la solution. Le crédit d'impôt, dans ce cas-ci ou dans d'autres cas, c'est une solution dans un panier, mais je pense qu'il faut regarder la forêt et pas seulement un des arbres pour être capable d'avoir une solution qui est pérenne. C'est bien intéressant, là, d'augmenter des crédits d'impôt et de faire des annonces, mais, si ça ne s'inscrit pas dans un plan plus large, coordonné, puis qui a véritablement un effet sur le terrain, je pense que ça ne sert à rien.

Mme Setlakwe : Merci. Pages 9, 10, «déployer la créativité et promouvoir le contenu culturel québécois dans l'univers numérique», c'est important. On sait qu'au Québec on a une expertise dans ce domaine-là. Est-ce que vous avez des idées, des exemples en tête pour donner suite à vos engagements, là, puis aux sommes d'argent importantes qui vont être consacrées à ce thème-là?

M. Lacombe : Sur le plan d'action numérique en culture?

Mme Setlakwe : Oui, oui.

M. Lacombe : Excusez-moi, là, mon fils m'a texté en même temps, ça m'a déconcentré.

Mme Setlakwe : Ah! c'est important, c'est important.

M. Lacombe : Il voulait me parler d'un deal de fin d'année scolaire, là, un cadeau.

Mme Setlakwe : Là, là-dessus, là, moi aussi, je lâche tout quand mon fils m'écrit.

M. Lacombe : Là, je suis en émoi, là, parce que, d'habitude, je lui réponds toujours, je sors de ma réunion, parce que c'est rare qu'il m'appelle, mais là je ne peux pas, ça fait que désolé.

Mme Setlakwe : Bien, non, il y a...

La Présidente (Mme Dionne) : ...

Mme Setlakwe : Oui, on revient à nos crédits, aucun souci, je vais reprendre mon idée.

• (17 heures) •

M. Lacombe : Désolé.

Mme Setlakwe : Je comprends ça. Pages E.9, E.10, item deux de trois, là, de... tu sais, quand on parle de vos investissements majeurs, «déployer la créativité et promouvoir le contenu culturel québécois dans l'univers numérique», puis on sait qu'il y a une expertise au Québec, je trouve ça intéressant. Est-ce que... Par exemple, là, à 10, là, vous avez détaillé un petit peu, mais est-ce que vous pouvez me donner des exemples de comment vous allez soutenir les entreprises du secteur de la créativité numérique?

M. Lacombe : Ah oui, oui, oui! Mon Dieu! Heille! Ça, c'est intéressant, trésor, je dirais, caché, peut-être de moins en moins, mais trésor caché de l'économie québécoise et de la culture québécoise, les entreprises en créativité numérique, qui sont des chefs de file. Je suis allé à South by Southwest, au Texas, récemment, puis je peux vous dire, là, qu'on ne doit surtout pas être gênés. Au contraire, on doit être immensément fiers de ces entreprises-là. Je faisais le tour... Vous savez, là-bas, il y a un événement où on rassemble les entreprises ou les organisations de partout dans le monde qui offrent des expériences d'immersion numérique, et je faisais le tour, avec l'organisateur, de cet endroit-là puis je lui demandais : Quand vous voyez une entreprise québécoise... On était bien représentés là-bas, d'ailleurs,

puis, quand je lui demandais : Quand vous voyez une entreprise québécoise arriver, qu'est-ce que vous vous dites? C'est quoi, le premier réflexe que vous avez?, puis là il me disait : On est certains que c'est un projet qui repousse... qui repousse... tu sais, qui pousse l'innovation plus loin, et on est vraiment des chefs de file.

Bref, je pense qu'il y a énormément de choses qu'on peut faire pour les aider. Je les ai assurés qu'on serait là, c'est une de leurs demandes, pour structurer l'industrie, lui donner une poussée dans le dos. Parce qu'on a déjà des joueurs qui sont gagnants, on a de petites entreprises, on a de moyennes entreprises, on a de grandes entreprises, mais on a besoin d'un plan de match plus global puis d'un appui gouvernemental à ce plan de match là.

Donc, je travaille sur une stratégie pour nos entreprises en créativité numérique. D'ailleurs, ça a été accueilli très favorablement. Donc, on est en train d'y travailler, on a obtenu des sommes dans le dernier budget pour être capable d'y arriver. Donc, évidemment, je ne vous dirai pas tout de suite ce qui va se retrouver dans la stratégie, mais on va les écouter, on va écouter les entreprises en créativité numérique. On va bonifier notre stratégie d'exportation aussi pour que cette créativité numérique qu'on a au Québec continue de rayonner, elle rayonne déjà, mais qu'elle continue de rayonner davantage, puis on va travailler vraiment avec les partenaires sur le terrain, qui font un travail extraordinaire, vraiment.

Donc, on a un diamant, là, entre les mains. Puis moi, j'ai envie de vous dire : On a connu l'industrie des jeux vidéo, Montréal, le Québec, plus largement, est devenu...

La Présidente (Mme Dionne) : ...M. le ministre.

M. Lacombe : ...un cheval de course dans cette industrie-là, puis je pense, on pense qu'on a peut-être les mêmes ingrédients pour refaire cet exploit-là, mais avec les entreprises en créativité numérique.

Mme Setlakwe : Merci beaucoup. Je pense que c'est important qu'on revienne sur la SODEC, là. Ma collègue de Mercier a posé la question, on a eu comme un début de réponse, mais je pense que ça vaut la peine qu'on poursuive. Parce que, là, je me réfère, encore une fois, au budget, puis il y a une annonce ou un montant de 200 millions, une enveloppe de 200 millions sur... ça, est-ce que c'est... sur cinq ans, mais on dit que les détails vont être dévoilés ultérieurement. Qu'est-ce que c'est, pour vous, là, ce rôle élargi ou ces nouveaux outils que vous souhaitez qui soient à la disposition de la SODEC, là, pour servir les entreprises?

M. Lacombe : Actuellement, la SODEC joue bien son rôle puis elle fait un travail extraordinaire auprès de nos entreprises à vocation culturelle. D'ailleurs, quand je vais dans un événement, les gens, souvent, vont remercier le travail de la SODEC, preuve, donc, que la SODEC, elle est efficace, mais je pense qu'on peut faire encore mieux.

Quand j'ai rencontré le président de la SODEC et la PDG, au début de mon mandat, on a parlé des défis. Puis, comme je disais tantôt, je leur ai demandé : Qu'est-ce qu'on peut faire de plus? Puis on en discutait, puis j'ai dit : Qu'est-ce qu'on peut faire pour aller encore plus loin que ça puis être plus ambitieux? Puis on est arrivé avec ce projet de moderniser la SODEC et d'en faire véritablement une banque, une banque d'affaires, une banque de développement culturel avec des outils modernes, des outils qui sont dignes du XXI^e siècle, de 2023, pour être capable de travailler sur le même terrain qu'Investissement Québec, par exemple.

Pourquoi nos entreprises qui oeuvrent dans le domaine, dans le milieu culturel, ne pourraient pas avoir accès à ces mêmes outils là, par exemple, qu'Investissement Québec peut offrir, parfois dans le milieu culturel, on nous demande notre avis parce qu'on a cette expertise-là, mais aussi beaucoup ailleurs? Moi, je pense que la SODEC, elle a l'expertise, elle doit pouvoir jouer ce rôle-là.

Donc, effectivement, on a deux fonds, actuellement, qui n'offrent pas la performance qu'on souhaiterait. On souhaite injecter 200 millions de dollars, revoir le modèle puis nous assurer, donc, que les outils soient plus modernes. Ça va prendre un projet de loi, donc on aura l'occasion d'y participer ensemble.

La Présidente (Mme Dionne) : Il vous reste 1 min 30 s, Mme la députée.

Mme Setlakwe : Très intéressant, merci. Juste pour peut-être boucler la boucle sur cet aspect-là du budget, E.8, là, vous parlez de poursuivre et adapter le Plan d'action gouvernemental en culture, qui était de... qui s'échelonnait de 2018 à 2023. Et, pour consolider les acquis, le gouvernement prévoit près de 300 millions, là, pour la poursuite du plan pour les cinq prochaines années. Qu'est-ce que vous entendez par là? Il reste des choses à... Est-ce qu'on va adopter un nouveau plan d'action, là? Pourquoi il y a ce chiffre-là de 300 millions?

M. Lacombe : Là, il nous reste... il nous reste combien de temps, juste pour que je sois certain de...

La Présidente (Mme Dionne) : Il reste 55 secondes.

M. Lacombe : OK. Bien, donc, le Plan d'action gouvernemental en culture est venu à échéance. Et, bon, évidemment, là-dedans, il y a beaucoup de mesures que nous souhaitons voir continuer d'aller de l'avant. Je prends un exemple, par exemple, les dimanches gratuits, qui étaient une excellente initiative sous le gouvernement libéral, je pense...

Des voix : ...

M. Lacombe : Oui, bon, sous le gouvernement libéral, donc, bien oui, vous voyez, je ne suis pas juste négatif. Donc, ça, par exemple, c'est une mesure qui va continuer d'aller de l'avant. Pour être capables d'y arriver, on a besoin de 60 millions de dollars par année, 300 millions de dollars, donc, sur les cinq années. Donc, c'est les sommes qu'on est allé chercher au budget pour être capable de pérenniser les mesures les plus porteuses.

Mme Setlakwe : ...

La Présidente (Mme Dionne) : Six secondes, mais on va le reprendre au dernier bloc. Il vous reste un bloc après.

Mme Setlakwe : ...

La Présidente (Mme Dionne) : Il n'y a pas de problème. Je cède maintenant la parole au deuxième groupe d'opposition officielle. Mme la députée de Mercier, la parole est à vous.

Mme Ghazal : J'ai 12 minutes, j'ai six questions, ça fait qu'il va falloir être vraiment court.

M. Lacombe : Deux minutes.

Mme Ghazal : Oui.

M. Lacombe : Bien, faites des questions courtes.

Mme Ghazal : Plan d'action gouvernemental 2018-2023... que ma collègue vient de poser, est-ce qu'il va y en avoir un nouveau? Parce qu'il termine, là, 2023.

M. Lacombe : Bien, c'est-à-dire qu'on est allés chercher des sommes pour prendre des... Bien là, qu'est-ce que... Vous voulez que j'aille plus vite?

Mme Ghazal : Non, non, j'écoute.

M. Lacombe : OK. OK. On est allé... Je me demandais bien ce que ça voulait dire. On est allé chercher des sommes, donc, pour être capable de pérenniser des mesures qui existent dans le plan qui est venu à échéance, par exemple, je le disais, les dimanches gratuits des musées.

Mme Ghazal : Je comprends. Donc, il ne va pas y avoir un nouveau plan en 2023, plus cinq, là, 2028.

M. Lacombe : Bien, techniquement, on peut...

Mme Ghazal : Il y en aura... Est-ce qu'il va y en avoir un ou pas?

M. Lacombe : Bien, techniquement, on peut dire que non, mais, en même temps, ce n'est pas une mauvaise nouvelle. Ce n'est comme pas une... ce n'est comme pas un problème.

Mme Ghazal : C'est une question, c'est tout. Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise nouvelle.

M. Lacombe : Oui. Non, mais on annonce, donc, le renouvellement de 300 millions de dollars de mesures.

Mme Ghazal : Je comprends. Ça fait qu'il n'y aura pas...

La Présidente (Mme Dionne) : ...s'il vous plaît! Sinon, je vais reprendre le contrôle de la discussion. Merci.

Mme Ghazal : Très bien. Donc, d'ici 2026, est-ce qu'il risque d'y avoir un nouveau plan gouvernemental en matière de culture?

M. Lacombe : Bien, on a la politique culturelle, mais là, vous voulez dire...

Mme Ghazal : Oui ou non, c'est tout, là.

M. Lacombe : Bien, un autre plan... Parce que, là, je ne veux pas sortir d'ici avec une manchette : Le gouvernement n'a pas de plan en culture. Ça fait que je fais attention à ce que je dis, mais... mais, disons, le nouveau plan, là, ce sera mettre de l'avant les 300 millions de dollars de mesures qu'on est allé chercher dans le budget.

Mme Ghazal : En fait, je comprends. C'est juste le milieu culturel veut juste le savoir. Oui, il y a de l'argent pour continuer à faire qu'est-ce qui est écrit dans le plan 2018-2023. La question, c'est : Est-ce qu'il va y avoir un autre plan avec d'autres actions, pas juste de l'argent? C'est juste ça. Ça fait que la réponse, c'est non?

M. Lacombe : Bien, ce n'est pas prévu.

Mme Ghazal : C'est correct.

M. Lacombe : Ce n'est pas prévu pour l'instant.

Mme Ghazal : Parfait.

M. Lacombe : Mais, en même temps, je sais que le milieu culturel a des questions sur, justement, ce 300 millions, mais on se parle, on se parle fréquemment.

Mme Ghazal : Très bien. Tout à l'heure, le ministre a dit que notre langue, pour qu'elle puisse être valorisée, pour qu'elle vive, et tout ça, ça prend la culture, mais la culture, pour qu'elle vive, au Québec, bien, ça prend des artistes. Puis je vais revenir sur les conditions de vie... les conditions de travail des artistes.

Ce que je disais, tantôt... ma question était par rapport à la reddition de comptes des organismes subventionnés, les producteurs, que ce soit en musique, en n'importe quoi, dans n'importe quel secteur culturel, qui reçoivent de l'argent public, en ce moment, même s'il y a eu la Loi sur le statut de l'artiste qui a fait des avancées, il n'y a pas eu... c'est-à-dire qu'il y a une inquiétude, toutes les associations d'artistes sont extrêmement inquiètes, puis peut-être que vous en avez parlé avec Mme Kontoyanni, sur le fait qu'il y a des producteurs qui ne respectent pas les ententes qui ont été conclues avec les artistes ou, des fois, tu sais, il n'y a pas de syndicat. Et est-ce que c'est possible... Est-ce que vous allez travailler sur le fait que les artistes puissent avoir des conditions minimales de travail qui sont respectées par les organismes qui reçoivent de l'argent public?

M. Lacombe : Bien, vous savez, aujourd'hui, je rencontrais, justement, la nouvelle présidente de l'Union des artistes puis j'ai terminé la rencontre en lui disant : S'il y a d'autres enjeux auxquels on est confrontés, s'il y a des éléments auxquels nous n'avons pas pensé, s'il y a des discussions à poursuivre, moi, je suis tout à fait disponible pour le faire.

Donc, est-ce qu'il y a des ajustements à faire? Peut-être. Est-ce qu'il y a des discussions à continuer d'avoir? Probablement. Est-ce qu'il reste encore de défis? Certainement. Donc, je l'ai assurée, ce matin, quand on pourra avoir ces discussions-là, mais, en même temps, elle vient d'arriver, là, je pense qu'on va avoir cette discussion-là au cours des prochaines semaines, puis, s'il faut poser des gestes, moi, je n'exclus rien.

• (17 h 10) •

Mme Ghazal : En fait, oui, le ministre a parlé avec la présidente de l'UDA, mais il y a plein d'autres organisations, puis moi, je peux l'informer : ils se sont déjà exprimés. Peut-être que le ministre n'a pas eu le temps de voir c'est quoi, leurs demandes. Les associations d'artistes, ce qu'ils disent, c'est qu'en ce moment il n'y a pas ces conditions minimales de travail qui sont respectées, ce n'est pas le cas.

Est-ce que le ministre... Je comprends qu'il n'est peut-être pas prêt puis là ce n'est pas en deux minutes qu'il va pouvoir me répondre amplement... Est-ce qu'il peut considérer de revenir, en tout cas, de travailler sur le fait qu'il y ait ces conditions minimales, par exemple, quand il n'y a pas d'entente collective? L'UDA, tu sais, c'est un syndicat. Quand il n'y a pas d'entente collective, quand il n'y a pas de syndicat, des fois, il y a comme un producteur qui ne fait pas partie d'une association professionnelle, il faut qu'avec les artistes, à la pièce, il fasse une entente. Bien, il faut qu'il y ait des conditions minimales, que ce soit... sinon, là, si ces conditions minimales pour les conditions de travail des artistes ne sont pas respectées, bien, il n'y aura pas d'argent pour les producteurs. En ce moment, c'est une demande très importante pour les artistes. Ils ont décidé de laisser ça de côté en... après, parce qu'ils voulaient que la Loi sur le statut de l'artiste passe, puis ils ont dit : On va revenir, mais là ça fait quand même longtemps, ça fait... Tu sais, moi, je suis inquiète que le ministre ne soit pas plus au courant de cette demande-là. Ça fait que peut-être que je lui demanderais de... Allez-y, oui.

M. Lacombe : Bien, en fait, ce n'est pas que je ne suis pas au courant, là, mais c'est que, concrètement, je pense qu'il faut que ce soit plus qu'une discussion de coin de table, là. Ce que je dis, c'est que, oui, je suis au courant, là, qu'il y a des demandes. Ce matin, précisément avec l'UDA, j'ai eu cette discussion-là, mais évidemment il y a d'autres partenaires, il y a la guilde, bon, il y a... je pourrais tous vous les nommer, là, on a eu une rencontre ensemble, ça fait quelques semaines... une couple de mois, puis... bon, ils vous en ont parlé.

Donc, oui, je suis au courant de ça. Il y a déjà du travail qui a été fait, notamment par la SODEC, qui a élargi son pouvoir de... qui a un pouvoir élargi de vérification à tous ces programmes. Je comprends que ce n'est pas assez.

Mme Ghazal : ...suffisant.

M. Lacombe : Je comprends que ce n'est pas assez, je comprends que ce n'est pas suffisant. C'est ce qu'ils nous disent. Donc, on va continuer la conversation avec eux. Puis, évidemment, je pense que le milieu culturel voit aussi qu'on est de bonne foi puis qu'on est prêts à poser des gestes pour le protéger, puis je pense que le travail qui a été fait sur le statut de l'artiste, ça en est l'exemple le plus éloquent.

Maintenant, est-ce que c'est parfait? Je comprends que non, là, on m'a déjà sensibilisé à ça, mais, comme je vous dis, à l'heure où on se parle, à moins que vous me disiez, là, que vous avez, vous, là, toutes les solutions, je ne

pense pas... puis là vous... C'est ça, je pense qu'on a le même avis là-dessus, on n'a pas toutes les solutions, mais je pense qu'on peut continuer le dialogue.

Mme Ghazal : Bien, l'idée, c'est d'être à l'écoute...

M. Lacombe : Oui, oui, oui.

Mme Ghazal : ...de ces associations, plus que vous l'avez été, par exemple, pour le monde muséal. Voilà. J'arrête là-dessus. J'ai une autre question.

M. Lacombe : Bien, on a augmenté le financement de 17 millions. Vous auriez mis combien, vous?

La Présidente (Mme Dionne) : ...

Mme Ghazal : Oui, merci. J'ai une autre question, sur le CALQ. On a parlé de la SODEC, là, je veux parler du CALQ, il y a le conseil du théâtre québécois aussi, qui a dit que c'était quand même un budget assez conservateur en milieu de la culture. Je comprends qu'à cause de la fin des mesures d'aide, notamment, par exemple, à la billetterie, à cause de la pandémie, là... c'est-à-dire que ce n'est peut-être pas tout terminé, mais ça a été réduit, puis on dit : Bon, là, on est revenu à la normale. Pour ce monde-là, ce n'est pas encore revenu à la normale, notamment pour le milieu du théâtre. Et ils sont très, très inquiets par le fait que vous baissez, selon les calculs que j'ai faits, le CALQ de 28 %. C'est une importante baisse du CALQ. Comment est-ce que vous l'expliquez? Est-ce que vous l'expliquez uniquement parce qu'il n'y a plus de pandémie?

M. Lacombe : Bien, en fait, peut-être une correction, d'abord : la mesure d'aide à la billetterie, elle n'est pas terminée, elle n'est pas du tout terminée. D'ailleurs, nos représentants de sociétés d'État, le CALQ et la SODEC, pourraient vous le confirmer, j'ai lourdement insisté, avant que le budget soit terminé d'écrire, sur le fait qu'on devait avoir suffisamment de sommes.

Ce sont des estimations, parce qu'on ne peut pas savoir on aura combien de réclamations, mais je me suis assuré que les sommes que nous mettions dans le programme pour les trois prochaines années, donc on a de prévisibilité, soient suffisantes pour répondre à la demande, et on m'assure que ce sera le cas. Donc, je pense qu'on ne peut pas dire, donc, que ça arrive à terme, on a renouvelé ça pour les trois prochaines années. Puis bien sûr que les montants baissent, parce que les gens reviennent en salle, donc on a moins besoin de compenser, mais on me dit qu'il y aura suffisamment d'argent. Donc, ça, je pense que c'est la première bonne nouvelle.

Ensuite, bien là, il ne faut pas comparer des pommes avec des oranges, il ne faut pas comparer la base budgétaire du CALQ ou de la SODEC avec le chiffre qui comprendrait la base budgétaire plus l'argent qu'on lui envoie pour mener à bien certains programmes. Donc, si, par exemple, je compare avec le budget, je compare, je prends les chiffres du budget 2023-2024, le CALQ est à 144 millions, la SODEC, à 129 millions, mais il y a plusieurs sommes qui vont s'ajouter à ça : il y a les sommes du PAGC, donc, tantôt, on parlait du 300 millions de dollars sur cinq ans; il y a des sommes qui vont descendre vers la SODEC, vers le CALQ; il y a la dernière année du plan de trois ans, qui était le plan de... propulser, faire briller, bon, qui est de 225 millions... 226 sur trois ans, on est dans la dernière année, c'est 41 millions cette année; il y a la mesure billetterie; il y a le plan d'action numérique en culture. Donc, il y a énormément d'argent qui va descendre, ce qui fait en sorte qu'on va arriver sensiblement à ce qu'on arrivait l'année dernière, là. Donc, il ne faut pas comparer ces deux chiffres-là.

Mme Ghazal : Donc, le fait que le CALQ ait baissé... vous dites que ça n'a pas baissé, le CALQ n'a pas baissé. Donc, il y a une mauvaise compréhension du budget par nous et par, par exemple, le CQT, le Conseil québécois du théâtre. Puis, moi, selon ce que j'ai regardé, c'est ce que j'ai vu, c'est que ça a baissé, mais je ne veux pas... je ne veux pas aller sur plus... Peut-être qu'on pourra en reparler, là, mais, de toute façon, le milieu des artistes... je vais aller plus général sur le budget, voudrait que ce soit 2 %, en matière de culture, sur le budget du Québec. En ce moment, on est à combien?

M. Lacombe : On est à 1 %, mais c'est historique, ça, c'est historique, donc, mais, si on calcule les crédits d'impôt puis si on regarde ça de façon plus globale, on dépasse le 1 %. Ça dépend de la façon de calculer.

Mme Ghazal : Est-ce que le ministre a l'intention d'aller jusqu'au 2 %?

M. Lacombe : Bien, moi, j'ai l'intention de me battre pour le milieu culturel puis de m'assurer qu'on ait toujours les moyens de nos ambitions, mais je veux juste revenir, parce que, là, vous avez pris quand même beaucoup de temps pour établir quelque chose, puis je veux juste que ce soit clair, là, au bénéfice des gens qui nous écoutent. 2023-2024, le budget 2023-2024, le CALQ est à 144 millions, base budgétaire. En 2022-2023, on ne peut pas comparer avec la dépense, qui était de 187 millions, parce qu'entre le 144 de cette année puis le 187 de l'année dernière... l'année dernière, ça comprenait des dépenses, par exemple, qui venaient du Plan d'action gouvernemental en culture, du plan propulser, faire briller, de la mesure billetterie, du plan d'action numérique.

Donc, cette année, il y a certaines de ces sommes-là qui vont aussi aller vers le CAG, vers la SODEC, donc peut-être qu'il y aura une petite variation, mais, en même temps, il y a des mesures COVID, effectivement, qui arrivent à terme, qui étaient là pour répondre à un besoin lié à la COVID. Ce besoin-là, il disparaît de plus en plus. Il y a d'autres défis, là, mais ce besoin-là, il disparaît. Donc, je pense qu'à la fin, si on compare des pommes avec des pommes on ne pourra pas arriver à cette conclusion-là.

Mme Ghazal : Ça fait que ça n'a pas baissé...

La Présidente (Mme Dionne) : En conclusion. Il vous reste 50 secondes. Désolée.

Mme Ghazal : OK. Ça n'a pas baissé, mais les gens du milieu de la culture, en tout cas, ils vous le diront, ils ne nagent pas dans l'argent, ni avant la pandémie ni maintenant, puis le fait que des mesures d'aide ne soient pas pérennisées, ça ne va pas venir les aider.

Je voulais parler de trois autres sujets, c'est sûr que je n'y arriverai pas. Pour les GAFAM, le ministre a dit : Là, en ce moment, il y a une loi au fédéral qui n'est pas encore votée, et, après ça, il va y avoir le CRTC, et tout ça. Qu'est-ce que... Vu que le ministre et le gouvernement de la CAQ n'ont pas décidé ou n'ont pas voulu aller chercher, rapatrier tout l'argent du fédéral au Québec, contrairement à leur intention en 2015...

La Présidente (Mme Dionne) : C'est, malheureusement, le temps qu'on avait. Je dois couper pour ce bloc, c'est le dernier bloc. Je suis désolée. Alors, je vais passer la parole...

Des voix : ...

Document déposé

La Présidente (Mme Dionne) : Vous pourrez vous en reparler. Je cède la parole au député de Matane. M. le député, j'ai pris connaissance du document que vous nous avez transmis. Donc, j'autorise le dépôt du document, et ce dernier sera mis sur le site Web de la commission et celui du Greffier. La parole est à vous.

M. Bérubé : Merci, Mme la Présidente. On a évoqué, tout à l'heure, l'Union des artistes, qui a une nouvelle présidente, une nouvelle équipe. J'ai devancé un peu le ministre, lundi, je leur ai parlé un peu de l'exercice des crédits. Et je veux essayer de résumer une demande importante, que je veux porter en leur nom, non pas que le ministre n'en est pas sensibilisé, mais pour que la réponse soit publique.

Transparence totale, Mme la Présidente, je veux évoquer que ma conjointe est membre de l'Union des artistes, on est au moins deux à vivre ça autour de cette table. Alors, je veux l'évoquer parce que c'est un syndicat, donc je fais ça pour... de façon générale, mais je le fais à chaque année, donc, je voulais le dire. Je ne pense pas révéler grand-chose non plus.

L'audiovisuel, donc, la production, ça, c'est à la base, c'est là que les projets commencent. Alors, le ministre n'ignore pas que l'inflation, la hausse constante des coûts touche aussi durement le secteur de l'audiovisuel, donc les matériaux, les frais de location de véhicules, l'essence, l'augmentation des prix d'équipement. Et il y a la pénurie de main-d'oeuvre. Les mesures d'aide temporaire pour atténuer les effets de la COVID-19 ont soulagé temporairement le milieu de la culture, mais, maintenant qu'elles ne sont pas reconduites, le milieu est laissé à lui-même, dans un contexte de forte inflation et de pénurie de main-d'oeuvre.

• (17 h 20) •

Ma question : Que compte faire le ministre de la Culture pour soutenir la production audiovisuelle de langue française? Est-ce que le ministre peut s'engager à mettre en oeuvre des mesures fiscales ou en financement supplémentaire pour soutenir la production du Québec? Autrement dit, c'est à partir de ces projets qu'on peut engager des artistes qu'on voit à l'écran ou sur la scène et les gens qui contribuent aux productions. Donc, c'est une question un peu large, mais l'objectif est quand même : Quelles sont les mesures à venir pour augmenter notre production?

M. Lacombe : Bien, je pense... Et c'est un sujet sur lequel je me penche beaucoup ces temps-ci, d'ailleurs, je vais être avec les gens de l'AQPM à leur gala demain, je suis certain qu'on aura l'occasion d'en reparler. Je vous dirais deux choses. D'abord, dans le dernier budget, il y a quand même des gestes qu'on pose qui vont être bénéfiques aux gens auxquels vous faites référence, à leurs entreprises. Pensons, notamment, à l'investissement de 100 millions de dollars que nous ferons dans Télé-Québec pour la production, notamment d'émissions... principalement d'émissions jeunesse. Évidemment, cet argent-là va aller directement à nos créateurs, à nos créatrices, à nos entreprises qui vont recevoir des mandats pour produire des émissions. Donc, je pense qu'il y a là une bonne nouvelle. On investit dans le secteur audiovisuel québécois. Ça, c'est une chose.

Le deuxième élément que je soulignerais, c'est... notamment, ça aura aussi une incidence, la modernisation de la SODEC avec une banque d'affaires moderne dotée de 200 millions de dollars. Je pense que ce sera un outil parmi les autres dans le coffre à outils pour être capable d'appuyer nos entreprises qui oeuvrent dans ce secteur-là. Et j'entends bien, j'entends bien leur demande de relever le niveau du crédit d'impôt. Ils me l'ont bien faite, je l'ai bien comprise.

M. Bérubé : Quant à l'AQPM, il existe une table régionale de producteurs, il y en a de nombreux, puis c'est ceux qui sont établis à plus de 150 kilomètres de Montréal. L'an dernier, j'avais déposé une lettre qui indiquait que

l'essentiel de la production était basé notamment à Montréal ou à Québec. Donc, ils se sont regroupés. Il y en a partout au Québec. Je vais déposer à nouveau cette lettre-là. Il y en a en Outaouais, il y en a trois, au Bas-Saint-Laurent, en Estrie, Gaspésie, les Îles, Abitibi, Côte-Nord, Mauricie.

Donc, je veux tout simplement redéposer à nouveau ça, cette lettre-là, parce qu'il n'y a pas eu un suivi qui était satisfaisant. «Que propose le ministre pour soutenir la vitalité économique de la production audiovisuelle régionale? Le milieu réclame une enveloppe annuelle de 3,5 millions de la SODEC pour la production en région, précisément en région, 3,5 millions.» Est-ce compatible avec la baisse de 40 millions du financement de la SODEC cette année? Est-ce que je peux leur dire, je pense à Productions PVP, chez nous, qu'on a des bonnes nouvelles ou pas? Et je dépose la lettre à nouveau.

M. Lacombe : Bien, c'est un phénomène duquel j'ai été mis au courant, avéré ou non, là, je vous avoue que je n'ai pas les données sous la main, mais c'est sûr que je pense que c'est important qu'il y ait une part de la production qui soit réalisée dans les entreprises qui sont en région, pas seulement dans les grands centres. D'ailleurs, on m'a déjà bien sensibilisé à ça. Je connais une productrice qui est bien insistante avec moi à ce sujet-là et j'ai bien entendu cette demande-là. Maintenant, je pense qu'il y a un travail continu, à travers nos programmes, pour être capable de toujours être plus représentatif de tout ce qui se fait partout au Québec.

M. Bérubé : Très bien. Puis c'est souhaitable, hein, parce que des productions peuvent se faire partout au Québec. Ça contribue à la vitalité économique et c'est souhaitable. Ces entreprises-là comptent beaucoup sur vous. J'ai donné l'exemple de votre région, il y en a trois, quand même.

Question très technique pour quiconque... je ne sais pas qui le premier peut trouver la réponse : Combien il y a d'employés présentement à la Direction générale du patrimoine? N'importe qui.

Des voix : ...

M. Bérubé : 60?

M. Lacombe : Bon. Jean-Jacques nous dit 64.

M. Bérubé : OK. Alors...

M. Lacombe : Une soixantaine. On va dire ça, une soixantaine.

M. Bérubé : Bon. Alors, c'est quand même 100 de moins qu'à l'origine, quand M. Lévesque est arrivé comme premier ministre du Québec. C'est beaucoup moins qu'avant, puis je suggère que le patrimoine, ça vieillit, alors ça en prend encore, des gens qui sont vigilants pour s'assurer qu'on protège le patrimoine, qu'on pose les gestes qu'il faut. Puis, sur ce nombre de fonctionnaires, je ne sais pas s'il y en a qui sont affectés aux Espaces bleus, mais je voulais soumettre cette statistique... Jean-François Nadeau, c'est à lui que revient le mérite, du *Devoir*, que... je suis convaincu qu'il apparaît régulièrement dans votre revue de presse. Je veux lui rendre hommage, je veux lui rendre hommage parce qu'il fait un travail consciencieux et professionnel sur le patrimoine et il mérite qu'on salue sa contribution. Donc, je vous sou mets cette statistique, parce que, souvent, ce qu'on veut faire, c'est comparer ce qui a été accordé et ce qui... autrefois. Puis il y a de l'évolution dans les ministères, peut-être qu'il y a des raisons qui le justifient, mais je ne l'ai pas pas plus que...

Les écrivains, si vous permettez, parce que ça relève également de la culture, ils aimeraient une refonte de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. On en est où avec ça?

M. Lacombe : Bien, peut-être, d'abord, sur le patrimoine, juste faire une parenthèse en vous disant que... Vous demandez s'ils sont vigilants, s'ils le sont assez.

M. Bérubé : Le chiffre me suffisait.

M. Lacombe : Non, mais c'est une bonne... Je trouve que c'est une bonne discussion à avoir, mais je peux vous dire une chose, c'est que les gens sur le terrain, les citoyens et les entrepreneurs, les trouvent pas mal vigilants. Donc, quand ça appelle au cabinet ou au ministère pour se plaindre que le ministère est trop vigilant, en termes de patrimoine, je pense que c'est quand même un indicateur intéressant.

M. Bérubé : ...

M. Lacombe : Mais, sur le livre... Voulez-vous que je réponde sur le livre?

M. Bérubé : Oui.

M. Lacombe : Bien, sur le livre, c'est un secteur qui me tient particulièrement à coeur, que j'apprécie particulièrement, pour plein de raisons, ce serait long de vous les expliquer, on en reparlera, mais on a l'intention de

mettre sur pied puis d'annoncer une année du livre et de la lecture au cours de notre mandat. C'est un engagement électoral que je mènerai à bien. Puis, dans le cadre de cette année-là, évidemment, il y aura toute une série de gestes qui seront posés. Et je réserverai mes commentaires pour l'instant.

M. Bérubé : Quelques questions courtes. Bibliothèque et Archives nationales, je vois sa PDG qui est là, est-ce que... Question d'appréciation de votre part : Est-ce qu'on a les moyens pour le virage numérique? Parce que, là, les employés vont écouter avec attention, et tous les utilisateurs de cette grande institution québécoise qui nous tient à coeur. Alors, est-ce qu'on a les moyens du virage numérique?

M. Lacombe : Bien, je pense qu'on a d'importants moyens, mais je pense que le virage numérique, qu'on soit au gouvernement ou dans l'entreprise privée, va toujours demander plus de moyens que ce qu'on a sur la table, parce que c'est un immense chantier où on pourrait toujours aller plus vite, mais où il faut aussi faire les choses correctement. Donc, d'importants moyens, mais je pense qu'il faut continuer, parce que, comme le dit bien Marie Grégoire, on doit... on doit aller vers une société apprenante. Je pense que c'est comme ça qu'elle l'a dit, puis BANQ, c'est un partenaire de choix là-dedans.

M. Bérubé : On ne l'a pas abordé beaucoup : Est-ce que le ministre est toujours responsable de la fête nationale?

M. Lacombe : Bien, tout à fait. Avec beaucoup de fierté, d'ailleurs.

M. Bérubé : Oui? Alors, ça a peut-être été discuté tout à l'heure, mais je...

Une voix : ...

M. Bérubé : Ah bon! Je vais en parler. Il existait une pratique, autrefois, où, je ne sais pas si c'était comme les Espaces bleus, on consultait le caucus à savoir qui voulait accueillir le spectacle télévisé. Ça a été deux fois à l'extérieur de Montréal, c'est revenu à Montréal. Est-ce qu'il y a des changements cette année pour le financement de la fête nationale? Est-ce qu'on peut... Le budget est le même que l'an dernier, plus haut, plus bas? Ça, c'est ma première question.

Et l'autre : Est-ce qu'il y a des changements quant à la télédiffusion de la fête nationale, pour le grand spectacle télévisé où le ministère est partenaire? Il y en a même deux, en fait.

M. Lacombe : Bien, d'abord, je peux vous assurer qu'on s'assure que nos organisations aient des moyens importants, là. Je parle du Mouvement national des Québécois puis de la société de la... Voyons, j'ai un blanc...

Une voix : ...

M. Lacombe : ...du comité des fêtes nationales à Montréal, qu'ils aient des moyens importants pour être capables de mener à bien leur mission. Puis, encore une fois, cette année, je vais vous dire, on est allé de l'avant avec un financement supplémentaire parce que ça me préoccupait, notamment...

M. Bérubé : Est-ce que vous avez les chiffres?

M. Lacombe : ...qu'ils ne soient pas en mesure... Est-ce que je peux donner les chiffres? Oui, je peux les donner, hein?

M. Bérubé : On est aux crédits. Si ce n'est pas là, c'est jamais, hein?

M. Lacombe : Le député de Matane dit qu'on peut le faire. Donc, c'est 500 000 \$ au... parce que je n'étais pas certain que c'était annoncé. 500 000 \$ de plus au comité de la fête nationale. Puis, le Mouvement national des Québécois avait une demande, là, qui était différente, techniquement, souhaitait utiliser ses surplus, ne pouvait pas le faire sans notre autorisation. Donc, on l'a autorisé à le faire, donc, à hauteur de plus de 640 000 \$. Donc, on s'assure qu'ils aient... qu'ils aient suffisamment d'argent pour que tout le monde puisse entrer dans la danse le moment venu, le 23... le 24 juin.

La Présidente (Mme Dionne) : Il reste une minute.

M. Bérubé : Je prends la parole du ministre, mais j'aimerais vraiment avoir les chiffres de façon très précise pour l'ensemble du Québec, le grand spectacle de Montréal. Je veux quand même le lire. J'aimerais avoir les chiffres. Tout à l'heure, un des collègues a évoqué la participation du ministre au comité sur la langue française. Il y a beaucoup de monde autour de la table. Mystérieusement, le ministre qui a porté la loi n° 96 n'a pas été invité. Je ne sais pas pourquoi, mais le ministre de la Culture est là, alors, je lui en parle à lui.

Quelles seraient, par exemple, des avenues où le ministère de la Culture peut intervenir? Parce que moi, je suis heureux qu'il y soit, parce que la proposition qu'on va faire, nous, va parler à la fois de langue, de culture et

d'immigration. Et, en matière culturelle, est-ce qu'il y a des pistes qu'il peut déjà évoquer, par exemple, puis qui peuvent favoriser la vitalité du français? Il y a une initiative, par exemple, sur le livre en milieu scolaire, annoncée par son collègue, récemment. Je suis totalement d'accord avec ça, c'est une belle initiative, mais vers quoi on s'en va? Qu'est-ce que le ministre peut nous dire sur le côté culture, pour ce comité, la contribution de la culture au comité?

La Présidente (Mme Dionne) : En 20 secondes.

M. Lacombe : En 20 secondes? Bien oui, on aura beaucoup de mesures. Il y en a certaines qui sont déjà dans le budget, le passeport culturel en est une, par exemple. Si on veut que nos jeunes aiment la culture québécoise, encore faut-il qu'ils la connaissent, qu'ils puissent la choisir. C'est tout l'enjeu, entre autres, de la découvrabilité. Je pense que le passeport va nous aider... va nous aider à faire ça. On se pose des questions sur beaucoup d'autres...

• (17 h 30) •

La Présidente (Mme Dionne) : C'est maintenant terminé. Je dois terminer la discussion, désolée, et céder la parole de nouveau à la députée de Mont-Royal—Outremont pour le dernier bloc d'interventions.

Mme Setlakwe : Merci, Mme la Présidente. J'ai des questions en vrac, M. le ministre, avant de parler plus du développement des projets dans le PQI.

Télé-Québec, évidemment, on salue l'annonce. Vous annoncez des investissements de quelque 100 millions sur cinq ans pour réaffirmer le rôle de Télé-Québec en programmation jeunesse et culturelle, notamment, afin de proposer une offre originale et renouvelée. C'est extrêmement important. Donc, c'est un parti pris ferme, là, pour soutenir l'identité culturelle des médias du Québec dans un contexte de mondialisation et de transformation de l'écosystème médiatique québécois. Leur mission est superimportante, notamment dans l'approche jeunesse, sinon on va essentiellement s'en remettre aux Disney de ce monde, là, pour dicter notre culture.

Ma question, c'est la suivante : En termes de programmation, vous répondez présent, mais est-ce que vous pouvez nous donner des précisions sur qu'est-ce que vous allez apporter comme aide en termes de structure de travail qui est réduite?

M. Lacombe : Bien, c'est une excellente question, parce que, oui, on investit 100 millions dans la programmation, donc dans ce que les Québécois, les Québécoises vont voir à l'écran, mais on investit aussi dans la structure de Télé-Québec. Donc, le dernier budget prévoit 10 millions, un peu plus... un peu plus... tu sais, aux alentours de 10 millions de dollars par année pour aider Télé-Québec, combler son déficit... le déficit avec lequel elle était aux prises, parce qu'il faut dire que, pendant des années, il n'y a pas eu d'augmentation de son financement. C'était très difficile pour Télé-Québec. Puis, aussitôt que je suis arrivé, je me suis dit : Ça n'a pas de bon sens, il faut absolument donner un coup de barre. Donc, effectivement, on a, dans la programmation, 100 millions sur les prochaines années, mais, par ailleurs, un 10 millions par année pour venir combler son déficit.

Mme Setlakwe : Merci. Je vous l'ai dit, c'était en vrac. Est-ce qu'il y avait une précision à apporter? Je vous vois... Non?

M. Lacombe : Bien, le 10 millions va combler son déficit.

Mme Setlakwe : OK... par année, là, c'est pour combler le déficit.

M. Lacombe : C'est par année.

Mme Setlakwe : Oui, par année pour combler le déficit.

Spectacle *Décembre*, on a entendu beaucoup parlé qu'il ne... dont... qu'on ne retrouvera pas... c'est au Théâtre Maisonneuve, de mémoire, à la Place des Arts. Ça a été discuté beaucoup dans les médias. Avez-vous des développements? Est-ce que vous les avez rencontrés? Est-ce qu'il y a une solution qui a été mise de l'avant pour qu'ils puissent adapter la pièce et qu'on puisse, tu sais, le voir... le voir ailleurs? C'est quand même un important joyau de notre culture folklorique, là, du temps des fêtes.

M. Lacombe : Tout à fait, tout à fait. Puis moi, je n'ai rien contre *Décembre*, là. Je suis allé... je suis allé voir, justement, en décembre dernier, avec la famille, puis on a beaucoup aimé ça. Donc, évidemment, ce n'est pas moi, comme ministre de la Culture, qui fait la programmation de la Place des Arts. La Place des Arts connaît les spectateurs, a cette expertise-là. Évidemment, c'est un complexe qui comprend plusieurs salles. Ils ont cette intelligence d'affaires, et, selon eux... et c'est leur décision, la PDG l'a défendue, selon eux, il était temps d'aller vers un renouvellement de l'offre, tout en gardant une saveur québécoise. Ça, c'est quelque chose qui m'a interpellé par contre. J'ai voulu... On a posé beaucoup de questions pour nous assurer qu'on ne remplaçait pas ça par une production américaine, par exemple, juste parce qu'on pense pouvoir vendre des billets. Donc, ça restera fermement Québécois, l'offre qui sera présentée. Mais en même temps, encore une fois, je comprends ces questions-là, mais je pense que, si on était dans une société où c'est le ministre qui disait : Bien, voici la programmation que vous devez avoir... je pense que ce serait aussi un peu inquiétant. Donc, ce n'est pas la posture que j'ai prise avec eux.

Mais, par ailleurs, maintenant que cette décision-là est prise, qu'est-ce qu'on peut faire pour aider les producteurs de *Décembre*? Bien, moi, ça, je suis bien ouvert. Est-ce qu'ils peuvent s'installer ailleurs? Est-ce qu'ils

peuvent continuer de présenter un spectacle? Si tel est leur souhait, puis je pense comprendre que ça l'est, bien, nous, on est disposés à leur donner un coup de main, mais ils ont des exigences puis des demandes qui sont assez pointues. Donc, nous, on collabore dans la mesure du possible avec eux.

Mme Setlakwe : Mais là j'entends deux choses, là. S'ingérer dans les décisions de la Place des Arts, moi, je n'étais pas là-dessus nécessairement. Moi, je suis plus dans : Est-ce que vous leur avez parlé, aux producteurs de *Décembre*?

M. Lacombe : Oui, mon équipe est en contact avec eux. Il y a eu de multiples contacts qui se... dont les doigts des deux mains ne suffisent pas pour les compter, là. Donc, il y en a eu beaucoup.

Mme Setlakwe : Donc, il n'y a pas une aide qui a été... vous n'avez pas convenu, le ministère n'a pas convenu d'une aide pour que le... il y ait des ajustements ou... Tu sais, eux, ils avaient même investi. Bon, c'est... ça, c'est très malheureux, là, pour... ils pensaient continuer à la Place des Arts. Mais est-ce que, donc, il y a une aide qui sera fournie?

M. Lacombe : Bien, s'il y a une demande, ça nous fera plaisir de l'étudier. Actuellement, il n'y a pas de projet. Actuellement, il n'y a rien sur la table. Donc, s'il y a un projet sur la table où la participation du gouvernement pourrait rendre le projet possible, pourrait faire la différence, bien, moi, je serai disposé à écouter puis à regarder ça avec eux. Pour l'instant, ce n'est pas le cas.

Mme Setlakwe : Merci. En octobre 2018, votre gouvernement avait annoncé en grande pompe à... la découverte d'une palissade à Québec, là, la palissade de Beaujours, qui, supposément, datait de 1693. Depuis, bon, je pense qu'il y a eu des études d'experts qui ont dit que ça ne date pas de cette époque-là. Vous avez une mise à jour à nous fournir? Est-ce que... Qu'est-ce qui arrive avec ça? Quel genre de sommes d'argent ont été investies dans ce projet-là?

M. Lacombe : Bien, si vous le permettez, sur cette question-là, je n'ai pas eu beaucoup recours à nos collaborateurs des sociétés d'État, mais peut-être que M. La Roche du musée pourrait s'approcher à l'instant.

La Présidente (Mme Dionne) : ...M. La Roche du musée puisse intervenir?

Des voix : Consentement.

La Présidente (Mme Dionne) : Merci. Allez-y.

M. La Roche (Stéphan) : Bonjour. Stéphan La Roche, président-directeur général du Musée de la civilisation. Donc, sur le rempart palissadé de Beaujours, en fait, le rempart, il a été traité, là, depuis quelques années par le Centre de conservation du Québec. Il a été stabilisé. Donc, le projet est de présenter une partie... parce que, vous savez, vous comprenez que c'est un objet qui est quand même imposant, une partie du rempart palissadé à l'intérieur de la prochaine exposition permanente qui va porter sur le Québec au Musée de la civilisation. D'ailleurs, dans les prochains jours, là, on va faire entrer une... cet objet-là au musée dans... d'ici deux semaines, je pense. Et donc ça va être installé, là, dans les prochains mois, dans la prochaine exposition.

Mme Setlakwe : Merci beaucoup. Je vous l'ai dit, c'était en vrac. Là, je m'en vais sur le passeport culturel. Annonce intéressante. Est-ce que vous avez des précisions? Ça va entrer en vigueur à quel moment? Ça va prendre quelle forme?

M. Lacombe : Bien, là, c'est... je peux vous répondre. Ça me fait sourire parce que c'est mon adjoint parlementaire le député de Beauce-Sud qui a ce mandat-là au gouvernement, mais là, bon, pour la forme, je vais répondre. Évidemment, c'est un dossier que... c'est un dossier que je vais... Bien, à moins qu'il... Est-ce que tu veux répondre?

La Présidente (Mme Dionne) : M. le député peut répondre s'il y a consentement à autoriser notre...

M. Poulin : ...Bien, merci, mais c'est en complément... en complément de ce que... M. le ministre l'a dit, effectivement, dans le dernier budget, il y a des sommes financières qui ont été allouées pour développer la passe culturelle, le passeport culturel. Vous n'êtes pas sans savoir que, dans différents pays à travers le monde, il s'est développé ce genre de passeport pour, entre autres, permettre aux jeunes d'avoir accès à la culture. Alors, avec les professionnels du gouvernement, avec les gens du ministère de la Culture, on est en train de déterminer les contours de ce que pourrait avoir l'air ce passeport culturel là. Évidemment, ce qui nous guide, c'est l'accès à la culture québécoise, l'accès à la culture francophone et de permettre, justement, à des jeunes d'avoir accès, par exemple, à nos librairies ou à différents matériels culturels. Alors, on est encore dans l'élaboration. L'objectif que nous avons, c'est dans les...

La Présidente (Mme Dionne) : ...

M. Poulin : Mais c'est tellement passionnant, Mme la Présidente. Mais l'objectif que nous avons, c'est les deux prochaines années, Mme la députée.

Mme Setlakwe : ...d'ici à deux ans. Ah! c'est ça. Bien là, c'est parce que je voulais la réponse. D'ici deux ans?

M. Poulin : Bien, d'ici deux ans, ce que l'on souhaite, parce que vous comprenez que ça peut être un défi d'informatique, ça peut être un défi de mise en place. Alors, d'ici les deux prochaines années, c'est ce qu'on souhaite effectivement, mais c'est inscrit comme ça dans le... dans la mesure budgétaire, effectivement.

Mme Setlakwe : ...relativement flou, vous regardez ça, ça reste à définir.

M. Poulin : Bien, en fait, on est en train de le définir. On est preneur de toutes les suggestions. Puis, oui, il y aura de l'argent, Mme la députée, pour bien financer le tout.

Mme Setlakwe : Merci. Encore une fois, là, je change de sujet. Moi, j'ai rencontré, en mars dernier, l'Association des bibliothèques publiques du Québec et ce sont... ils sont des acteurs de terrain de premier plan en lien avec les municipalités et les citoyens du Québec. On en a une dont on est très fiers dans ma circonscription à ville Mont-Royal, et d'autres. Ils sont notamment actifs au niveau de la transformation numérique, la jeunesse, etc. Ils me disent, tu sais, qu'ils sentent qu'ils tombent un peu... ils tombent un peu entre deux chaises. Tu sais, eux, ils répondent à la mission, tu sais, qu'on cherche, là, de faire la promotion de la culture auprès de nos jeunes notamment, mais... Moi, ils sont venus me voir, puis je les ai trouvés passionnés, puis je me disais... je me demandais quelle est votre vision de la place des bibliothèques publiques, là, dans le rayonnement et la transmission de la culture. Puis est-ce que c'est... ça relève uniquement des municipalités, ou vous, vous les voyez comme un acteur important?

• (17 h 40) •

M. Lacombe : Non. Non. Moi, je les vois... Là, honnêtement, je pourrais partir, puis je ne ferai pas ça, mais ça, c'est un sujet, là, qui me touche profondément parce que la lecture, je pense... Tu sais, la campagne La lecture en cadeau, là, je trouve qu'au-delà du slogan c'est véritablement, effectivement, la plus belle chose qu'on peut offrir à un enfant, la lecture. Moi, vous savez, là, si je suis ministre de la Culture aujourd'hui, c'est grâce à la lecture, c'est ce qui a fait en sorte que je suis devenu bon à l'école, c'est ce qui a fait... et je venais d'une famille avec très peu de moyens, donc les bibliothèques, les bibliothèques ont joué un grand, grand rôle. Puis, passé des journées dans une bibliothèque à me perdre à travers les rayons, puis à lire, puis à découvrir des livres dans des bibliothèques qui n'étaient pas faites toujours pour des petits gars de mon âge, avec des ouvrages un peu bizarres sur des sujets que je ne connaissais pas, moi, en tout cas, ça m'a forgé.

Donc, bref, je ne veux pas trop personnaliser ça, mais je peux vous dire que moi, j'ai un attachement envers les bibliothèques. Puis je sais qu'il y a beaucoup de travail à faire à certains endroits, mais ce n'est pas toutes les familles, et je le sais très bien, qui ont les moyens d'aller à la librairie pour acheter des livres neufs. Donc, nos bibliothèques restent un lieu de diffusion de la culture puis un lieu d'alphabétisation aussi, j'ai envie de dire, qui est névralgique pour le Québec puis pour nous assurer que notre culture, non seulement elle ne recule pas, mais que les Québécois soient de plus en plus en contact avec elle.

Donc, oui. Réponse courte, là, oui, tout à fait. Moi, je pense qu'on a un rôle à jouer puis je pense que ce rôle-là, bien honnêtement, il faut qu'on le joue de plus en plus parce que les bibliothèques changent, les bibliothèques changent aussi.

Mme Setlakwe : ...oui, c'est comme la porte d'entrée, là, dans toutes les municipalités, puis les jeunes... Mais est-ce qu'il y a un lien entre le ministère de la Culture puis les bibliothèques, parce que... étant donné le rôle qu'il joue, le rôle aussi dans la transformation numérique? Est-ce qu'il y a...

M. Lacombe : Oui, tout à fait, tout à fait. Là, j'ai juste l'abréviation en tête, mais les centres régionaux de...

Une voix : ...

M. Lacombe : ...de services. En tout cas, on a, évidemment, des bibliothèques, mais on finance des bibliothèques. Évidemment, on investit là-dedans. Bien, d'abord, je voudrais dire, on a BANQ qui est la plus grande bibliothèque au Québec, qui est une... qui est une société d'État, qui est absolument magnifique, un autre superbe legs, de Lucien Bouchard cette fois-ci. Et moi, je pense qu'on doit en prendre soin. Puis BANQ vous dirait qu'il reste du travail à faire, entre autres pour la numérisation, entre autres pour... On est conscient de ça, on peut toujours en faire plus.

Mais, au-delà de BANQ, ensuite, il y a toutes les bibliothèques qui sont partout sur le territoire, dans les municipalités. On a investi dans le béton, par exemple, des agrandissements, de la modernisation, on a investi dans les livres. Puis, au-delà de ces bibliothèques-là, il y a même des milieux où... On a des petits villages, par exemple, qui ne peuvent pas accueillir une bibliothèque en bonne et due forme, donc, par le biais... Puis là j'ai un blanc, là, c'est ça, c'est les CR...

Une voix : ...

M. Lacombe : Les CRSBP. Les?

Une voix : ...

M. Lacombe : Centres régionaux de services aux bibliothèques publiques. J'en ai dans ma circonscription. Vous savez, là, il y a une petite affichette, à un moment donné, on entre, puis là ça identifie l'endroit où on peut avoir accès à des livres, en emprunter sans que ce soit une bibliothèque avec quatre murs, un toit, comme ce qu'on est habitué de voir. On investit là-dedans aussi.

Mme Setlakwe : Merci... Ils demandaient spécifiquement, et je remercie ma recherchiste, parce que, là, j'essayais de me rappeler, puis ils nous avaient donné un mémoire, un plan de développement des bibliothèques publiques, la reconnaissance de la mission d'éducation des bibliothèques publiques, comme le définit l'UNESCO, faire de la lecture une vraie priorité nationale, le financement nécessaire pour donner des services de qualité et poursuivre l'implantation de la stratégie de littératie familiale, de la stratégie numérique. Ça fait que, là, je vais un petit peu plus en détail sur leur demande. Vous répondez quoi?

M. Lacombe : Bien, moi, je réponds qu'ils sont indispensables. Donc, évidemment, je ne peux pas faire d'annonce avant de faire des annonces, mais ce que je peux vous dire, c'est qu'ils sont indispensables, qu'on aura une année du livre et de la lecture au cours du mandat. On est en train d'y travailler. Et j'ai bien indiqué déjà... La consigne que j'ai donnée, c'est que je veux que ce soit plus qu'une campagne publicitaire à la télé qui nous incite à acheter des livres. C'est important, mais il faut que ça aille plus loin que ça, il faut que ça veuille véritablement dire quelque chose, cette année-là, qu'on remette le livre au centre de la discussion au Québec, qu'on en fasse une priorité nationale, qu'on agisse, que ce soit dans nos lois, dans nos règlements, dans les moyens qu'on donne aux gens sur le terrain pour mettre en valeur le livre. Je veux vraiment que ce soit quelque chose de véritablement engagé comme année nationale du livre et de la lecture, donc.

Mme Setlakwe : ...c'est très rassurant. Puis je vous invite à... c'est ça, à regarder quelle... leur demande puis à y donner suite, puis je pense que, dans le contexte actuel dans lequel évoluent nos jeunes, là, c'est extrêmement pertinent. Mais je vois que vous êtes déjà sensibilisé.

Là, on me dit que la législation québécoise ne reconnaît pas la bibliothèque comme ayant une vocation éducative, même si l'UNESCO lui donne cette caractéristique. Là, je suis dans le très précis, là, mais vous répondez quoi à ça?

M. Lacombe : Bien, je réponds qu'on sera preneur de toutes les bonnes idées dans le cadre des gestes qu'on posera pour une année nationale du livre et de la lecture.

Mme Setlakwe : Bon, bien, on va attendre des annonces. Merci.

Donc, PQI, on parle du musée... on en a parlé un petit peu tout à l'heure, Musée national des beaux-arts du Québec, Espace Riopelle, un extraordinaire projet. Le concours d'architecture s'est terminé en août 2022. Est-ce que vous pensez être capable de livrer le nouveau pavillon en 2025? Puis je m'excuse si vous avez répondu tout à l'heure à ça, là, mais on aimerait avoir des précisions sur ce projet-là.

La Présidente (Mme Dionne) : Il vous reste deux minutes d'interventions.

M. Lacombe : Pour l'instant... Bien, d'abord, peut-être une parenthèse pour dire que ce projet-là, il est exceptionnel. Puis je pense que les gens de Québec peuvent être très, très fiers que ça se fasse dans la capitale nationale. En tout cas, quand je parle avec la présidente du Musée national des beaux-arts du Québec, Christiane Germain, elle est absolument ravie que ça se fasse ici, parce qu'évidemment la région de Québec a des liens avec Riopelle, on a un collègue qui pourrait, d'ailleurs, nous parler plus longuement de ça, mais je pense que c'est une exceptionnelle nouvelle que ce soit ici, à Québec, au Musée national des beaux-arts. Et donc ce projet-là me tient à coeur. On est en train d'y travailler. C'est sûr que, comme tous les autres projets, il est confronté à des défis. Mais, pour l'instant, on garde le cap sur l'horizon qu'on a donné au moment de... au moment de l'annonce, 2025.

Mme Setlakwe : On garde le cap sur 2025. Les travaux sont en cours. Comment vont les...

M. Lacombe : ...Les travaux sont en cours, oui, là, on est...

Mme Setlakwe : Non, non, je comprends. Oui, oui, oui.

M. Lacombe : Le travail est en cours, oui.

Mme Setlakwe : Oui, oui, le travail. Vous avez...

M. Lacombe : Il n'y a pas de pépène.

Mme Setlakwe : Oui, vous avez raison. Au niveau des budgets, mise à jour?

M. Lacombe : Bien, on n'a pas de mise à jour à communiquer à ce moment-ci. Mais, comme je vous le disais, c'est sûr que, comme tous les autres chantiers, celui-là est aussi confronté aux défis qu'on connaît dans l'industrie de la construction. Mais on s'assure de suivre ça de près.

Mme Setlakwe : Maison de la chanson et de la musique du Québec, dans l'ancienne bibliothèque Saint-Sulpice. Il est en planification dans le PQI. Est-ce que ça avance bien?

La Présidente (Mme Dionne) : ...

M. Lacombe : Oui, tout à fait. D'ailleurs, j'ai eu le grand bonheur de souper avec Mme Giroux au bal de l'Orchestre métropolitain. Bien, d'ailleurs, vous étiez là, vous étiez là. C'était une superbe soirée qu'on a partagée. Et Mme Giroux était là, puis j'ai profité de l'occasion pour la féliciter pour le travail qu'ils effectuent avec Bibliothèque et Archives nationales, avec BANQ, avec Mme Grégoire, parce que Mme Giroux, Mme Grégoire travaillent très bien ensemble. Le budget, à l'heure où on se parle, il semble être respecté, c'est les indications qu'on nous donne, les échéanciers aussi. Puis on s'enlign pour avoir quelque chose de superintéressant.

La Présidente (Mme Dionne) : Cinq secondes.

M. Lacombe : Des projets qui vont bien, on aime ça.

Mme Setlakwe : ...

La Présidente (Mme Dionne) : Merci beaucoup de... Je passe maintenant la parole du côté du gouvernement. M. le député de Côte-du-Sud.

M. Rivest : ...Riopelle aussi rayonnera en Chaudière-Appalaches durant l'été également. Donc, c'est l'année Riopelle. Merci, M. le ministre. Quand on parle de culture, hein, on parle de passion aussi. Je suis très heureux de voir mon collègue le député de la Beauce, là, d'avoir cette passion-là et de nous enflammer comme il le fait.

Avant de parler du rayonnement, justement, international, que nos industries culturelles, que nos entreprises culturelles qui sont créatives et qui sont présentes dans nos milieux... de quelle façon on peut apporter ça? On parle de formation, hein, artistique. Pouvez-vous me parler un petit peu... On a parlé du passeport culturel, qui est un excellent véhicule pour nous propulser. Puis, d'ailleurs, je salue l'élément de nouveauté, hein, qu'on apporte avec le passeport culturel. J'aimerais ça qu'on puisse parler un peu de formation artistique, entre autres les conservatoires, ou de voir un peu... Culture à l'école, des programmes comme ça qui sont présents dans nos milieux et des investissements qui sont réalisés, là, actuellement.

M. Lacombe : Pour la formation, vous voulez dire?

M. Rivest : Oui, entre autres... entre autres les éléments nouveaux. Je pense au conservatoire de musique du Québec ou...

M. Lacombe : Oui. Oui, tout à fait. Bien, là, tantôt, j'ai lancé des fleurs au député de Beauce-Sud, mais je vais vous en lancer aussi parce que je sais à quel point vous êtes aussi animé de ce feu brûlant et ardent pour la formation de nos jeunes musiciens. Mais évidemment vous étiez dans ce domaine-là avant, mais je... Vous l'êtes encore. Donc, on a souvent de bonnes discussions là-dessus et sur la philanthropie, entre autres, dans le monde de la culture. Ça nous anime beaucoup ces temps-ci.

• (17 h 50) •

Mais, sur le conservatoire, c'était important, oui, pour nous de poser un geste, puis on l'a posé. Parce que le conservatoire, c'est une... je dirais peut-être une bibitte un peu particulière en ce sens... bien, une bibitte qu'on aime, là, c'est... en ce sens où elle relève du ministère de la Culture, puis le financement, il n'est pas le même que pour d'autres institutions d'études postsecondaires. Donc, c'est important pour nous d'ajouter du financement pour que le conservatoire soit capable de se rendre jusqu'à 1 000 étudiants, ce qui n'est pas le cas actuellement. Donc, pour ça... en musique. Pour ça, on a été capables d'ajouter des sommes au budget, ce qui fait qu'à terme, lorsqu'ils auront... lorsqu'ils auront atteint le 1 000 étudiants, bien, ce sera un ajout de 5 millions de dollars récurrent à leur budget.

Donc, c'est important pour nous parce que, si on veut... On peut bien avoir un discours à l'effet que c'est important que nos jeunes s'intéressent à la culture dans ce qu'ils consomment, oui, bien sûr, mais quoi de mieux aussi que de former la relève musicale puis de lui faire une plus grande place au conservatoire? Donc, c'est une demande de M. Hervieux puis de Mme Leroux, Monique Leroux, la présidente du CA, qu'on a acceptée puis qui a été exaucée dans le dernier budget.

M. Rivest : Merci. Vous savez, une fois que nos étudiants sont formés dans nos études, on veut rayonner à travers le monde, puis je pense que le Québec, là, on fait figure de proue, là, à travers nos industries culturelles. Y a-t-il des éléments qui viendront dans ce budget-là qui nous permettent d'aider davantage, de supporter nos industries culturelles à faire ce rayonnement à travers le monde?

M. Lacombe : Oui, tout à fait. Il y a, dans le dernier budget, si ma mémoire est bonne, c'est 2,5, 2,5 millions pour notre stratégie d'exportation. Parce que c'est vrai que ce qu'on fait en culture au Québec, ça mérite d'être vu ailleurs. Puis pourquoi est-ce que ce serait toujours les produits culturels américains qui viendraient chez nous et que ça ne pourrait pas être l'inverse? On le fait déjà, remarquez, là, puis je pense qu'on le fait très, très bien. On a des exemples assez éloquents qui... Mais, au-delà des exemples éloquents, au jour le jour, là, il y a beaucoup de petites entreprises, il y a beaucoup de créateurs, de créatrices qui veulent se propulser sur la scène internationale puis on va être là pour... on a va être là pour les aider. Puis la SODEC puis le CALQ, de toute façon, sont déjà là. Mais on bonifie ce qu'on fait en exportation.

M. Rivest : ...d'ailleurs, fait un travail, dans les quatre dernières années, entre autres avec la pandémie, qui est assez exemplaire dans le soutien avec le CALQ des artistes et des entreprises culturelles de l'ensemble de nos milieux puis je tenais à le souligner.

M. Lacombe : Tout à fait. Dans le cadre de la pandémie... C'est 1 milliard?

Une voix : ...

M. Lacombe : 1 milliard d'argent de fonds publics qui ont été investis, pas dépensés, mais investis dans le monde culturel pour passer... pour passer à travers. Puis je pense que c'est unanime sur le terrain, même si tout n'était pas parfait, là, comme dans tous les autres secteurs. Je pense que c'était unanime de dire qu'on a été au rendez-vous pour la culture québécoise.

M. Rivest : ...j'ai envie de dire : Au-delà de l'argent, je pense qu'il y a eu l'accompagnement qui a été donné par l'ensemble des acteurs qui sont ici, qui a été vraiment réalisé d'une façon toute particulière et qui est d'une grande attention. Je tiens à les féliciter aujourd'hui puis les remercier.

M. Lacombe : ...ma voix à la vôtre.

M. Rivest : Merci.

La Présidente (Mme Dionne) : D'autres interventions du côté du... Oui, M. le député de Beauce-Sud.

M. Poulin : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Merci à la députée de Mont-Royal—Outremont de m'avoir permis de parler du passeport culturel, et c'est un leadership du ministre, du gouvernement d'avoir quand même installé les sommes à l'intérieur du budget afin de pouvoir arriver à un résultat au cours des prochaines années. Mais sachez que nous sommes preneurs de toute suggestion également et de toute proposition en ce sens.

M. le ministre, vous avez, lors de la semaine de relâche, accordé plusieurs entrevues dans différents médias et vous avez parlé de découvrabilité. D'ailleurs, ce n'est pas un mot très sexy, hein, il faudrait trouver une variante parce que ça ne dit pas ce que ça a à dire, où, par exemple, on veut donner accès plus facilement aux produits francophones auprès de notre population. C'est un défi important. Je sais que nous partageons le souhait de rendre plus facilement accessible la culture québécoise sur les grandes plateformes, Netflix, c'en est une. J'aimerais vous entendre sur vos relations avec les grands joueurs de l'industrie, de quelle façon vous voyez le tout, mais également sur nos archives. On a beaucoup parlé tout à l'heure de la BANQ nationale, des archives. On sait que c'est très difficile de pouvoir retrouver un vieux *Wataatow* que je souhaiterais écouter. On voudrait écouter un documentaire comme *À hauteur d'homme*, par exemple. C'est très difficile de pouvoir le trouver.

Alors, de quelle façon on peut, dans les prochaines années, s'assurer, justement, que cette culture québécoise là soit plus facilement accessible? Sans compter le fait aussi que l'on vit dans un univers francophone, on... tout à l'heure, on a parlé de cinéma, où on a vu, tranquillement pas vite, des joueurs s'installer tranquillement sur Netflix, mais aussi on arrive avec trop de plateformes. On a Tou.tv, qui est régie par Radio-Canada, on a Club Illico, Illico, on a Télé-Québec qui a sa plateforme. Alors, on se retrouve, finalement, à avoir cinq, six plateformes différentes que l'on doit télécharger sur nos cellulaires pour pouvoir consommer de la culture francophone et de la culture québécoise. Comment on peut simplifier le tout? Comment on peut réussir à mieux positionner également le français?

Vous avez fait beaucoup de rencontres également dans différentes institutions scolaires, où je sais que vous vous êtes adressé aux jeunes, puis vous avez dit : Vous, là, vous en consommez-vous, de la culture québécoise? Puis les réponses sont, somme toute, surprenantes dans certains cas où très peu de jeunes consomment la culture québécoise. Allez sur YouTube, c'est difficile de pouvoir trouver de la culture québécoise. Alors, quel est votre plan de match? En fait, quels sont vos liens avec les grands diffuseurs, mais également les grandes plateformes pour s'assurer que les produits culturels québécois se retrouvent plus facilement et qu'au bout du compte on puisse atteindre notre objectif de rejoindre plus de jeunes et qu'ils consomment plus de culture québécoise?

M. Lacombe : Bien, mon Dieu! Il y aurait tellement de choses. Il va falloir aller prendre une bière pour en parler parce qu'il y a tellement... il y a tellement d'angles à aborder dans ce sujet-là. Je vais y aller rapidement, là, en résumant. Oui, j'ai rencontré Netflix récemment. Tout le monde est pour la vertu. Bon, la personne qui s'occupe de Netflix au Canada est un Québécois, Stéphane Cardin, qui connaît bien le milieu culturel, pour y avoir oeuvré longtemps, spécifiquement le milieu culturel québécois. Donc, c'est sûr que, en même temps, lui, bon, a aussi des impératifs

commerciaux en lien avec l'entreprise qu'il représente, mais j'ai senti une certaine ouverture aux revendications qu'on a. Mais j'ai aussi senti que le diable est dans les détails puis que, ces détails-là, bien, on va devoir en parler.

Puis c'est l'écosystème, je pense, dans lequel on navigue actuellement. Je fais attention parce que c'est toujours un sujet délicat, mais c'est l'écosystème dans lequel on navigue actuellement, qui date, qui est un héritage de décennies passées, où ces plateformes n'existaient pas puis où on n'était pas dans un monde numérique comme celui qu'on connaît présentement, donc la structure de financement, la question des droits d'auteur, donc toute la façon dont nos oeuvres circulent après avoir été produites puis, à la base, la façon dont elles sont financées.

C'est sûr que, parfois, on essaie de faire rentrer un carré dans un rond, là, puis c'est difficile. Puis Netflix, c'est un peu ce qu'ils nous ont dit. Mais, en même temps, je pense que les grandes plateformes sont capables de faire plus de place au contenu québécois. Moi, je regarde ce qui se fait, notamment, avec Crave, qui n'est pas parfait, ce n'est pas parfait ce qui se fait sur Crave, mais qui, en même temps, donne une place quand même intéressante au contenu québécois, qui est engagé aussi. Et je pense qu'on a des leviers à notre disposition.

Encore une fois, on est en train d'y travailler pour être capable de se tailler une plus grande place. Mais après on peut bien tordre le bras aux grandes plateformes pour qu'elles aient du contenu, mais, si ce contenu-là, personne ne veut leur revendre, par exemple, parce qu'il y a des questions de financement, parce qu'il y a aussi toutes les structures commerciales des entreprises qui produisent... Et, encore là, je n'en nommerai pas particulièrement, mais, quand votre modèle d'affaires, c'est de programmer du contenu original, qui est disponible seulement pour les abonnés de votre plateforme, ce qui vous sert aussi, et c'est bien correct, mais à vendre des abonnements au câble ou à Internet, bien, je comprends que le modèle d'affaires ne se prête pas nécessairement à avoir du contenu partagé sur une grande plateforme québécoise.

Donc, il y a énormément de défis, il y a énormément de défis. Mais moi, je ne veux pas qu'on baisse les bras, et c'est la raison pour laquelle on est en train de travailler là-dessus, de s'entourer des meilleurs pour être capable...

La Présidente (Mme Dionne) : ...

M. Lacombe : Oui. Là, je parle longtemps, là, mais on pourrait en parler longtemps.

M. Poulin : ...

La Présidente (Mme Dionne) : Il nous reste 1 min 30 s.

M. Poulin : Bien, vous avez raison, M. le ministre, c'est un chantier qui est énorme. Vous avez parlé de Crave, on peut parler d'Amazon Prime aussi, qui a diffusé de plus en plus de contenu québécois. Alors, effectivement, il va falloir trouver peut-être, par moments même, un modèle d'affaires pour s'assurer de rendre le tout encore plus accessible, entre autres, pour nos jeunes. Et ça, c'est important parce que, dans nos écoles, on a un défi aussi de présenter des films québécois. On a un défi également de faire en sorte qu'il y ait un réflexe davantage de se tourner vers le cinéma québécois auprès de nos jeunes. Alors, il y a des enjeux de promotion qui sont importants.

Je pense qu'on a réussi, avec les investissements, à stimuler l'intérêt des jeunes envers la lecture. Vous parlez de l'année de la lecture, qui est un de vos mandats, où on aura un travail à faire pour approcher la lecture des jeunes, même si c'est bien entamé, mais il faudra faire un grand chantier également pour les cinémas puis nos séries télé également. On a des grands, grands succès en séries télé à travers le Québec, mais nos jeunes peuvent les découvrir peut-être plus facilement.

Et on aura aussi des discussions à avoir, éventuellement, avec le fédéral et Tou.tv et Radio-Canada pour s'assurer que le fédéral aussi enregistre le fait français...

La Présidente (Mme Dionne) : ...20 secondes, M. le député.

M. Poulin : ...qui est extrêmement important également.

La Présidente (Mme Dionne) : Ou M. le ministre? 20 secondes.

M. Poulin : Vous pouvez faire vos remerciements, M. le ministre, dans le 20 secondes, si... Oui.

M. Lacombe : Bien, la beauté de la chose, c'est qu'on fera ce travail-là ensemble, avec Mathieu, parce que... avec le député de Côte-du-Sud, pardon, parce qu'on est tous les trois dans ces dossiers, et puis on le fera, évidemment, avec tous les collègues. Donc, bien, merci, merci à tous pour ces fructueux échanges.

• (18 heures) •

La Présidente (Mme Dionne) : Merci. Le temps est écoulé. Merci beaucoup. Merci pour vos échanges. Donc, le temps alloué à l'étude des crédits est maintenant terminé. Donc, ce sont les crédits budgétaires pour les programmes 1 et 2 du portefeuille Culture et Communications.

Adoption des crédits

Donc, nous allons maintenant procéder à la mise aux voix des crédits. Le programme 1, intitulé Direction administration et soutien à la mission, est-il adopté?

Des voix : ...

La Présidente (Mme Dionne) : Je note division. Sous division.

Le programme 2, intitulé Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine, est-il adopté?

Des voix : ...

La Présidente (Mme Dionne) : Sous division. Adopté sous division.

Documents déposés

Donc, en terminant, je dépose les réponses aux demandes de renseignements des oppositions.

Et, compte tenu de l'heure, la commission ajourne ses travaux jusqu'au mardi 2 mai à 9 h 45, où elle entreprendra l'étude du volet Éducation préscolaire, enseignement primaire et secondaire des crédits budgétaires du portefeuille Éducation.

Alors, merci beaucoup à tous pour votre discipline. Je vous souhaite une excellente soirée.

(Fin de la séance à 18 h 01)